

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 188
MARS 95

23 F

Prolifération

- FRANCE : COURSE AUX ARMEMENTS
- NORD-SUD : POUR UNE PROLIFÉRATION "SOLAIRE"
- BANNIR L'ARME NUCLEAIRE

Non-Violence :

NEVE SHALOM,
LA PAIX POSSIBLE

Energies au Sud :

LE SOLAIRE DANS
LES REGIONS
FROIDES

Tribune Libre :

MATERIALISME,
MECANISME ET
IMPERIALISME



LA BOMBE : UNE AFFAIRE QUI COURT (2)

Sommaire

Traité de non-prolifération

• La prolifération verticale

de Ben Cramer.....page 4

• Prolifération "solaire"

de Jean-Luc Thierry....page 8

• Bannir l'arme nucléaire

de Patrice Bouveret...page 12

Paix.....page 14

Nucléaire.....page 15

Politique.....page 18

Non-violence en Israël :

Neve Shalom de

Michèle Dussault-Delorme

.....page 20

Alternatives.....page 22

Société.....page 24

Energie.....page 25

Energies en Inde :

Le solaire en régions froides

de Michel Bernard.....page 26

Environnement.....page 30

Tribune libre :

Matérialisme, mécanisme et impérialisme

de Alain Claude-Galtié

.....page 32

Nord-Sud.....page 35

Livres.....page 36

Courrier.....page 38

OBJECTEURS

• La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, FRAPNA-Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 42 64 08, cherche un objecteur pour un poste de "gestion de fichiers, maquettes". Compétences requises : bonne connaissance naturalistes, rigueur dans le travail, permis de conduire, capacité à travailler en équipe, très bonne connaissance MacIntosh. Envoyer CV et lettre de motivation.

• Hélianthe, association de promotion et de développement des énergies renouvelables, 18 rue des Graves, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 74 45 16 46, cherche deux objecteurs pour mai ou juin. Le premier aura un rôle de **gestionnaire**. Il devra être capable d'organiser et de gérer la vie de l'association, et aussi de conduire des animations, interventions en milieu scolaire, expositions, visites... dans le domaine des énergies renouvelables. Le deuxième aura un rôle de **thermicien**. Il sera capable de mener des pré-études et des animations de programmes de développement des énergies renouvelables.

• Ateliers de la Bergerette, 8 rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, tél : 44 48 26 74, association de promotion de la récupération et du recyclage des déchets ménagers cherche objecteur pour compléter l'équipe de sa "recyclerie" (10 personnes). Accueil et information du public, collecte d'objets encombrants, travail en ateliers, participation à la vie associative. Motivation pour la protection de l'environnement et bonne santé physique indispensables.

• Le siège régional de la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, Université Lyon 1, 69622 Villeurbanne cédex, tél : 78 93 92 43, cherche un



objecteur motivé par la protection de la nature, ponctuel, ayant le permis, capable de travailler en équipe, bonnes connaissances en Mac Intosh pour poste gestion de fichiers et maquettes.

• Le GRDR, groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural dans le tiers-monde, 20 rue Voltaire, 93100 Montreuil, tél : (1) 48 57 75 80 cherche un objecteur pour le suivi administratif et financier de projets en Afrique. Etudes supérieures en gestion souhaitées, connaissances informatiques, autonome.

RENCONTRES

• Ecœurés par l'attentisme ambiant, désirons entrer en contact avec personnes souhaitant s'investir concrètement dans toutes les phases de la création d'un projet alternatif tendance écologie profonde, dans région centre ou limitrophe. Rêveurs s'abstenir. Contact : Jérôme Gamas, Villa Caprioli, 370 ch. de Crémat, 06200 Nice ou Jean-Pierre Cabrol, 34 ch. du Vigné, 11160 Rieux-Minervois.

• Groupe de jeunes recherche personnes vivant en Allemagne, susceptibles de les rencontrer, pour échanger informations et points de vue sur les énergies renouvelables (professionnels et particuliers). Contact : François

Meurisse, Le Bourg, 18360 Epineuil le Fleuriel.

• Je corresponds avec un jeune détenu à Fresnes de 25 ans. Il cherche des correspondant(e)s du même âge que lui. Ses centres d'intérêt : exclusion, prison, drogue, SIDA, mécanique, musique. Si intéressé(e) me contacter : Arnaud Janin, 23 bis av du Cl Leclerc 92340 Bourg la Reine, tél : (1) 46 64 18 77.

RECHERCHE

• Jeune couple d'étudiants en affinité nature, alternative, non-violence, cherche à louer un appartement d'environ 40 m² à rénover avec loyer contre travaux ou loyer modéré sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon. Tél : Déborah et Loïc Blanche, 72 12 19 44.

A LOUER

• A louer pour les vacances, aux amoureux de la nature, petite maison dans le Lot. Site agréable et calme, tél : 65 38 25 63.

• Loue maison bois autoconstruite, équipée éclairage et eau chaude solaires pour vacances pleine nature dans les monts du Cantal sur prairie de 2000 m². Possibilité 8 places. 1600 F/semaine de mai à octobre. Contacter : Valérie Hébert, association Méandres, Le Puy Basset, 15140 Fontanges, tél : 71 40 73 39.

SILENCE

A BESOIN DE TOI(T)

On peut penser que si vous lisez Silence, c'est parce que vous êtes à la recherche d'un nouveau mode de société plus solidaire, plus respectueux de son environnement, plus convivial... Pourtant, nous sommes tous partie prenante dans la société actuelle : par les taxes sur nos achats, par les impôts... nous contribuons à son fonctionnement. Ainsi entre 20 et 40 % de nos ressources servent à financer l'Etat.

Pour construire des alternatives, il faut aussi de l'argent... et lorsque Silence, pour ne pas avoir à déboursé un loyer, cherche à se rendre propriétaire - avec d'autres (1) - de ses propres locaux, on pourrait espérer une contribution de tous les lecteurs. Pour le moment seuls 10 % environ ont réagi aux différents appels lancés depuis deux ans. Que font les 90 % qui roupillent ? Quitte à roupiller, faisons un rêve : que ceux qui nous lisent et qui ont un revenu suffisant prennent le temps de nous envoyer un don,

que ceux qui n'ont pas de revenu suffisant nous commandent un carnet de tombola et le revendent autour d'eux (ce qui ne leur coûte donc rien à la sortie).

(1) De nouvelles associations nous ont rejoints depuis l'article paru en Janvier. Dans le nouveau local, nous devrions ainsi retrouver, venant de la rue Bodin, Silence, Comité Malville, Prémévère, Alliance Tourneval, et venant de l'extérieur, le GSIEN-Lyon, les Amis de François Partant et Ferme. Restent rue Bodin : la Maison de l'Ecologie, le Comité Somport et Côté-Jardins Croix-Rousse. Les ACL ont décidé pour le moment de rester dans leurs locaux.

REFLEXIONS SUR LE TRAVAIL

Dans notre numéro de janvier, nous avons publié, en collaboration avec l'association La Ligne d'Horizon, un dossier d'une vingtaine de pages sur la fin du travail salarié. Vous avez été nombreux à réagir positivement à ce dossier.

Toujours avec cette association de réflexion et avec le renfort des Editions Utovie et des Mouvements des Réseaux d'Echanges Réciproques de Savoirs, nous publions ce mois-ci, en hors-série, un texte d'Ingmar Granstedt "Du chômage à l'autonomie conviviale", texte écrit en 1982 et publié à l'époque dans Silence n°8 et 9 et que nous avons réactualisé au niveau des exemples. Ce hors-série sera complété dans notre numéro de mars par une série de reportages sur des initiatives allant dans le sens du hors-série : Cun du Larzac, Réseau-Santé, Servas... Ceci s'inscrit dans une démarche de réflexion plus large sur l'économie, que nous avons également abordée plusieurs fois ces derniers mois : voir en particulier les articles "Dernière Hoovérisation avant liquidation" et "Pour une économie vernaculaire autosuffisante" (n°179/180), "Le travail n'est pas qu'une valeur d'échange" (n°183)... Et de manière plus large le dossier de décembre "Breton Woods : 50 ans pour s'enrichir" (1). Alors que certains n'affichent comme autre solution à la crise actuelle que des

solutions classiques (soit la "main invisible" libérale de la droite, soit le recours à l'"état-providence" de la gauche), nous reprenons ici une démarche plus originale : celle de l'autonomie et de la démonétarisation du travail (qui rejoint "l'abolition du travail salarié" chère aux libertaires). Pour poursuivre cette réflexion, nous envisageons d'élargir notre horizon à d'autres maisons d'éditions alternatives (ACL, Ecosociété,...) et cela pourrait déboucher à terme sur d'autres publications (hors-série, livres). Nous sommes donc ouvert à vos propositions, réflexions et expériences pour alimenter ce débat, cette nouvelle vision du travail pouvant permettre de définir un peu mieux ce que pourrait être une société alternative.

(1) Signalons une erreur : les textes signés Sylvia Perez-Victoria sont des textes collectifs qui ont servi de plate-forme au sommet "Les autres voix de la planète". Sylvia Perez-Victoria, membre d'Ecocopa et de la Ligne d'Horizon, en a fait la traduction en français et en a assuré la diffusion en France.

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

4 rue Bodin 69001 LYON

Tel: 78.39.55.33.

CCP 550 39 Y LYON

imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans
chlore par Atelier 26 - Lorient - Tel: 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs
auteurs. La reproduction des textes est autorisée
sous réserve d'en indiquer la source et le nom
des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution: 1er trimestre 1995.

Tirage: 3 700 ex

Editeur: Association Silence

Président: Dominique Zanda
Vice-Présidente: Perline
Secrétaire: Thérèse Régny
Trésorière: Myriam Cognard

Réalisation du journal

Directeur de publication: Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction: Michel Bernard

Publicité: Michel Jarru
Relations commerciales: Eve Malafosse
Documentation: Sylvie Arrio
Claude Crolet

Rédaction: Anne-Marie Carlier
Christian Glasson,
Francis Vergier,
Sylviane Poulencard,
Michèle Dussaut-Delorme

Conseillers scientifiques: Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Herni Persat
Henri Pezerat
André Picot

Dessinateurs: Altho,
Mullio

Correctrice: Thérèse Régny
Conception maquette: Hubert Plisson
Expédition: Maloin

Correspondants: Christiane Chapon
Leïla Lachachi
Bernard Perez
Vincent Martin
Xavier Sérédine
Jacques Caclin
Georges David

Alain Claude-Gallié
Eric Marquis
Jean-Luc Thierry
Tam-Tam
WISE

Et pour ce numéro: Peace News
Bén Cramer
GERES
INESTENE
Neve Shalom
Saône Doubs Vivant

Photo de couverture:
© D.R.

Pour participer au journal

N°189 - Avril

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 25 février à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 10 mars à 12 h

Expédition:

vendredi 24 mars à 19 h

N°190 - Mai

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 1er avril à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 7 avril à 12 h

Expédition:

vendredi 21 avril à 19 h

Ce journal est réalisé
en grande partie par des bénévoles.
Vous pouvez y participer.
Pour faire connaissance
avec l'équipe du journal,
vous êtes invités aux expéditions.
Celles-ci sont suivies d'un repas à
22h30 offert par Silence.

EDITORIAL

Sommet ou creux social

Un an avant le sommet de Rio en 1992, les colloques, livres, réunions, articles se sont multipliés et la médiatisation de l'événement a été remarquable.

Trois ans après, l'ONU poursuit ses raouts institutionnels. Après le sommet du Caire, sur la démographie, en 1994, c'est à Copenhague que se tiendra du 6 au 13 mars le "sommet

mondial sur le volet social du développement durable". Bizarrement, la préparation de ce sommet s'est faite dans la plus grande discrétion. Pourquoi ?

On peut penser que la présence des multinationales à Rio a grandement contribué à sa publicité : cela fait longtemps que le capitalisme a en effet réussi à engranger des bénéfices sur le dos de l'environnement... en se donnant une image "positive" ("bienvenue dans un monde meilleur").

Ces mêmes firmes font depuis toujours du bénéfice sur le dos des pauvres ! Si l'éco-buziness a su masquer le pillage de la Planète, inventons le socio-buziness ! Pour masquer les salaires de misère dans le Sud, la corruption généralisée, les réajustements de la dette, la prostitution, l'esclavage, les déportations, la drogue, le chômage, les SDF... multiplions les téléthons, le tirage du loto et du tiercé, les "envoyé spécial"... Si, si, on peut faire de l'audience sur l'exploitation des pauvres !! Et si ça ne suffit pas, on peut vous amener l'Abbé Pierre en hélicoptère.

Alors, messieurs les journalistes, ne lésinez-pas : faites-nous rire en nous retransmettant la dernière grande messe à la mode... mais surtout ne donnez pas la parole à ces extrémistes qui voudraient critiquer le système et qui nous empêchent de dormir.

Michel BERNARD

LA PROLIFERATION VERTICALE

En juin 68, par la voix de son représentant permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, M. Armand Berard, la France s'engageait à se comporter exactement comme les États adhérents au Traité de non-prolifération (TNP). En réalité, la non-adhésion française avait ses

La France — faut-il le rappeler ici ? —, s'est distinguée au fil des années et des décennies, et ce jusqu'en 1991, en manifestant son allergie à tout processus de maîtrise des armements (*arms control*). C'est vrai pour le nucléaire mais pas seulement : elle va s'enorgueillir de boycotter les

Pour faire valoir son point de vue, la France s'est évertuée à avoir un double langage, une langue de bois qui s'apparente grosso modo à celui actuellement en vigueur à Pékin. Paris, quitte à adopter une attitude un peu schizo-phrène, a joué sur deux registres antinomiques : elle a revendiqué le bien-fondé des programmes nucléaires — selon le droit souverain de chaque État à assurer sa défense — tout en prônant le désarmement nucléaire généralisé, ce qui permettait au passage de critiquer les mesures qui n'allaient pas assez loin. Évidemment, il s'agissait avant tout de s'attirer les sympathies de la majorité des États du tiers-monde. Côté pile, on pouvait entendre le conseiller élyséen Régis Debray se prendre pour Mao et prophétiser : « *Au Sud comme au Nord, la modernité est nucléaire ou n'est pas.* » Ajoutant : « *L'atome, perturbateur d'alliances, destructeur d'empires, guérit de la discipline des blocs et relâche les soumissions.* » (2) Côté face, Paris dénonçait le caractère peu contraignant du TNP, qui gèle l'équilibre stratégique mondial « *sans que les puissances nucléaires s'engagent vraiment dans la voie du désarmement.* » (3)

Le "grand bond en avant" de l'après juin 1991

Le 3 juin 1991, la présidence de la République rend public un « *plan global de désarmement* ». Un virage s'amorce, enfin. Même Laurent Fabius reconnaît au TNP des mérites qui lui avaient échappé auparavant. Il écrit dans *Le Monde* :

Pour les médias, généralement, la prolifération nucléaire provient des pays qui ne font pas partie du club des cinq et cherchent à maîtriser la fabrication d'armes nucléaires. Mais, cette prolifération dite horizontale, n'est-elle pas l'arbre qui cache la forêt de la prolifération verticale des puissances nucléaires poursuivant la modernisation de leur arsenal ? Retour sur la France.

motifs, aussi peu avouables soient-ils. Si la France a refusé pendant vingt-trois ans (de 1968 à 1991) de signer et ratifier le TNP, c'est justement parce qu'elle n'avait pas l'intention d'avaliser certaines clauses du Traité. « *Les autorités françaises craignaient que la signature du TNP mette en cause les efforts entrepris pour acquérir une force de frappe indépendante au moment où il allait être procédé à l'explosion de la bombe H.* » (1)

négociations MBFR de Vienne — quitte à s'appropriier le succès de l'accord FCE (Traité sur les Forces conventionnelles en Europe). Elle n'a toujours pas signé le traité sur la dénucléarisation des fonds marins, ni la convention internationale du 10 avril 1972 sur l'interdiction des armes biologiques, ni le traité interdisant l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires (de 1977).

(1) Cf. le *Rapport autorisant l'adhésion du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires*, fait au nom de la Commission des Affaires étrangères sur le projet de loi adopté par le Sénat, présenté par Michel Crépeau, juin 1992.
(2) Cf. Régis Debray, "Intervention au colloque du groupe de Bellevue sur la prolifération nucléaire et ses conséquences", 28 juin 1985.



La Hague : piscine de stockage intermédiaire d'UP3, usine de retraitement des déchets radioactifs. L'option retraitement a été préférée au stockage direct essentiellement pour des raisons militaires (récupération du plutonium et de l'uranium). Photo AIEA)

« Après l'interdiction des armes chimiques et le traité START, la signature universelle et indéfinie du TNP devrait être pour nous le combat pacifique majeur des prochaines années. » (4)

Quitte à embarrasser les diplomates à la Conférence du désarmement à Genève — qui refusent de lier les négociations CTBT (traité sur l'interdiction des essais nucléaires) et le TNP —, le Premier ministre Pierre Bérégovoy déclare le 8 avril 1992 : « Nos intentions son claires : il faut donner un coup d'arrêt au surarmement et d'abord à l'accumulation sans fin des armes atomiques », en annonçant un moratoire sur les essais nucléaires. Si le changement de majorité complique cette clarification, d'aucuns admettent dorénavant que le meilleur moyen de freiner le développement de nouvelles armes nucléaires passe par l'arrêt total et définitif des essais.

Conformément à la tradition de l'"exception française",

Paris tente toujours de faire croire qu'elle a initié tout le processus des moratoires en vigueur (auprès de 4 parmi les 5 puissances nucléaires déclarées). Alors qu'en octobre 1991, le président de l'Union soviétique, M. Gorbatchev avait déjà annoncé un moratoire d'un an sur les essais nucléaires et celui-ci a été reconduit par le président de Russie, Boris Eltsine. (5)

Une conversion non assimilée

Cette conversion soudaine à l'auto-limitation en matière d'armement, et au TNP en particulier, a de quoi surprendre, voire... de faire sourire. Mais les convertis de la dernière heure ne sont-ils pas souvent les plus fanatiques ?

La question est grave. La France a compté parmi les meilleurs théoriciens du « pouvoir égalisateur de l'atome ». Mais elle ne souhaite plus guère ce type d'égalitarisme. Paris a certaine-

ment inspiré de nombreux dirigeants du tiers-monde à ingurgiter les bienfaits de la dissuasion « *du faible au fort* », mais le concept ne correspond plus aux réalités géostratégiques françaises. Paris revendique l'atome, arme de « *non-emploi* » mais n'imagine pas une seule seconde que d'autres États lui confèrent la même utilité.

La France est la dernière à reconnaître la dévalorisation de l'arme "absolue". A l'heure où elle réintègre les rangs, joint sa voix à celles de tous les Occidentaux qui brandissent le "spectre" de la prolifération (horizontale), voilà qu'elle demeure tentée de dénoncer ce nouveau "diktat américain". Le Pentagone est prêt à livrer ses secrets à la France pour que celle-ci accède à la technologie de la simulation, comme il vient de le proposer aux dirigeants de Pékin ; mais à Paris, on se montre méfiant : certains hauts fonctionnaires ont tendance à voir dans la dénucléarisation un... complot américain.

(3) Cf. *Défense nationale*, décembre 1968, pp. 1132-1133. « Cette demi-mesure n'abolit pas la menace nucléaire », expliquait Paris pour refuser de signer le Traité de Moscou le 25 juillet 1963.

(4) *Le Monde* du 20 février 1993.

(5) Le dernier essai nucléaire a eu lieu le 25 octobre 1990 à Novaya Zemlya.

La tentation de faire bande à part, comme au bon vieux temps, est toujours une option. En novembre 92, Roland Dumas lance le principe d'une « réflexion commune » (entre toutes les puissances nucléaires) sur la question des essais nucléaires. Mais depuis cette déclaration d'intention, la France observe. Le gouvernement français n'a toujours pas donné de réponse à l'invitation faite en 1994 (via l'Assemblée générale de l'ONU) par le président Boris Elstine aux 5 puissances nucléaires d'entrer dans des pourparlers sur les armes stratégiques. Que dira le Quai d'Orsay demain si les dépositaires du TNP (Grande-Bretagne, États-Unis et Russie) se mettent d'accord pour reconduire leur moratoire de manière indéfinie, histoire de débloquer les tractations en cours pour l'extension du TNP ?

Dénoncera-t-on une fois encore la collusion des "Grands" ? L'obsession anti-prolifération de Washington ? Il s'agit là d'un courant profond qui rappelle qu'en dépit des pressions internationales, Paris a "tenu" 11 ans pour effectuer des essais atmosphériques, les techniciens affirmant que sans essai aérien, rien n'était possible. Ce courant néo-gaulliste est tiraillé par d'autres considérations, tout aussi actuelles, relatives à la mise à jour d'une riposte graduée franco-française. Ironie de l'histoire, ces deux écoles se recoupent. Les adeptes de la reprise des essais sont aussi ceux qui vantent les mérites d'une initiative de contre-prolifération à l'américaine, à l'aide de frappes dites « décapitantes » ou « chirurgicales » pour réduire à néant les ambitions pro-nucléaires des États dits « proliférants ».

L'article VI : une chance et un contrat

Trente-cinq ans après Reggane (février 1960, premier essai atomique de la France), une initiative fracassante pour inverser la course à l'armement nucléaire serait la bienvenue. Ceci représenterait une contribution importante dans le cadre du TNP et de son éventuelle extension. Cependant,

l'agenda politique français est brouillé par les échéances présidentielles.

Dans la mesure où « modifier profondément sa pensée stratégique et la place qu'elle ménage à l'arme nucléaire » (6) ne constitue pas un programme en soi, il nous faut envisager des pistes plus précises. Il serait peut-être irréaliste de s'attendre à ce que la France annonce un programme sur 2-3 ans suivant lequel elle démantèlerait ses sous-marins, (85 à 90 % de sa force de frappe), détruirait ses missiles et retirerait les matériaux fissiles pour les stocker séparément. Alors ?

Certes, la France pourrait signer le traité d'interdiction des essais (CTBT), mais cette concession risque toutefois de ne pas suffire : après tout, dès 1957, Eisenhower se prononçait déjà en faveur d'une interdiction complète et les négociations ont démarré à Genève dès 1958.(7) Si Paris cherche vraiment à honorer ses engagements relatifs à l'article VI (dans lesquels les pays nucléaires signataires du Traité s'étaient engagés à conclure dans les plus brefs délais un traité de désarmement général et complet), d'autres options se présentent : a) accepter le principe de la transparence ; b) réduire son arsenal, en se contentant dans le cadre de la triade nucléaire, d'une composante marine revue et corrigée ; c) promouvoir l'extension de zones dénucléarisées en abandonnant l'idée d'une défense nucléaire européenne ; d) adopter le non-emploi en premier de l'arme nucléaire...

Quelles que soient les étapes intermédiaires, les mesures radicales ou les ajustements symboliques, il faut avoir présent à l'esprit que « le seul moyen d'empêcher la prolifération des armes nucléaires, c'est encore et surtout d'entreprendre un programme qui conduira à leur éventuelle élimination ».(8)

Soutenir l'idée d'un registre onusien des armes nucléaires

Le passé récent a montré que les États nucléaires dont la

France résistaient à divulguer le nombre exact de leurs essais. Les accidents impliquant des armes nucléaires relèvent, chez nous tout au moins, du « confidentiel-défense ». Le secret entoure les quantités de plutonium à usage militaire ; pour prendre un exemple hors de l'Hexagone, le nombre exact de missiles D5 que le Royaume-Uni va se procurer auprès des Américains est « classifié ».

Cette entorse aux principes démocratiques élémentaires — et à la sécurité de tous — est cautionnée par le TNP. En effet, celui-ci autorise les puissances nucléaires à mettre leurs installations nucléaires militaires à l'abri des contrôles de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie, basée à Vienne). La non-prolifération verticale n'est donc pas vérifiable. D'où la méfiance. Pour enrayer ce cercle vicieux, de la méfiance à la parano, le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a proposé, le 15 décembre 1993, que les armes nucléaires figurent dans un registre de l'ONU. (9) Les responsables à Londres et Washington ont conseillé aux Allemands de ranger leurs propositions dans un placard. Il est regrettable que la France ne se soit pas montrée plus réceptive que les autres.

S'engager dans des négociations multilatérales

La France, qui affirme depuis 24 ans se contenter du strict minimum (la "dissuasion minimale" qui est passée de 48 têtes en 1970 à plus de 500 aujourd'hui), a lancé une nouvelle génération de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE-NG — génération *Triomphant*). Si cela lui permet de maintenir son « rang », qu'en est-il du respect de ses engagements en vertu de l'article VI ? Certes, elle a freiné ses ambitions en réduisant à 4 le nombre de SNLE, au lieu des 6 initialement prévus. Mais c'est le budget de la défense et non la politique de désarmement qui a forcé cette restriction. Les missiles M5 — conçus au temps de la guerre froide — sont destinés à être embarqués sur les SNLE-NG. Au

(6) Cf. Marie-Thérèse Labbé, *La prolifération nucléaire en 50 questions*, éd. Jacques Bertoin, Paris, 1992, p. 13.
(7) Cf. John Edmonds, "A complete Nuclear Test Ban - why has it taken so long?" in *Security Dialogue*, 1994, vol. 25, pp. 375-388.
(8) William Epstein, ex-directeur des Affaires du désarmement à l'ONU, ex-représentant du secrétaire général de l'ONU aux négociations pour un Traité d'interdiction partiel des essais, (PTBT), pour le Traité de Tlatelolco et pour le TNP. Extrait tiré du *Bulletin of Atomic Scientists*, novembre-décembre 1994.
(9) Cf. "Germanid 10-Point Initiative on Non-Proliferation Policy", *Press Release* de la mission permanente de l'Allemagne aux Nations unies. Cf. aussi Harald Mueller, "Transparency in Nuclear Arms: toward a nuclear weapons register" in *Arms Control Today*, octobre 1994, pp. 3-7.



- attention, champignons mortels -

nom du "tous azimuts". Pour menacer à plus de 10 000 kilomètres, en attendant que les futurs accords START interdisent le "mirvage" des têtes et qu'il faille leur confier des missions conventionnelles. Toujours dans le cadre du "strict minimum", la France se vante d'être le seul État nucléaire qui dispose d'armes nucléaires tactiques à bord de ses navires. Les missiles Hadès (terrestres) n'ont pas été démantelés.

En dépit de l'abandon par la Grande-Bretagne de son missile TASM — soit une réduction de 25 % de sa puissance de feu nucléaire — la France poursuit son programme de missile ASLP (Air-sol longue portée) qui aura pour particularité d'être à double capacité (charge nucléaire et/ou classique). « *Fer de lance* » d'une stratégie visant à frapper avec précision les centres de commandement de l'ennemi, l'ASLP aura l'ultime "avantage", dans le cadre d'un conflit, d'éliminer les principaux interlocuteurs/adversaires, ceux-là même qui sont capables d'ordonner à leurs troupes de se rendre. En matière de stratégie du "fou au fou", on n'aura rarement fait mieux ! Selon le *Canard enchaîné* daté du

28 décembre 1994, le ministre français de la Défense, François Léotard, aurait déclaré en présentant le nouveau missile de croisière français : « *C'est réellement un besoin pour la France. Un missile très précis : il entrerait par la fenêtre de la salle de bains de Saddam Hussein pour le tuer.* »

Les missiles du Plateau d'Albion — un système conçu à l'origine comme "intermédiaire" et donc limité dans le temps — pourraient être démantelés sous contrôle international sans que la "défense des intérêts vitaux" de notre pays ne soit gravement compromise. Mais Paris n'a pas encore évalué la rentabilité politique de cette opération.

Pourquoi pas une zone dénucléarisée sur le continent européen ?

Dans le passé, les Occidentaux (l'OTAN) ont rejeté l'utilité d'une zone pareille tel que le prévoyait le Plan Rapacki dans les années 50, sous prétexte que cela évacuait le problème de la démilitarisation (des deux Allemagne). Toutefois, ce type de projets est moins proliférant que toutes les

démarches visant à verrouiller l'avenir nucléaire de l'espace européen, comme cela a été fait par l'intermédiaire de la plate-forme de l'UEO dès 1987.

A l'heure de la crise de la dissuasion, nombreux sont ceux qui voient en "l'Europe" l'unique salut de la bombe française. Les hypothèses sur l'extension du "parapluie" français à d'autres partenaires européens vont bon train. Les contradictions de la politique allemande en matière nucléaire (10) seront mises à profit, tout comme les projets de coopération franco-britannique. Mais ces constructions sont en contradiction avec l'article VI du TNP, même si un acteur européen venait se superposer à Londres et Paris.

Le temps est venu d'inverser le cours de l'histoire en espérant que les négociations du TNP à New York, au printemps, y contribueront.

Ben CRAMER

Responsable de la campagne désarmement à Greenpeace

Extrait d'un article paru dans *Damoclès* n° 63, "La prolifération en question", 4ème trimestre 1994.

(10) L'Allemagne n'est pas interdite de nucléaire militaire, contrairement à ce que l'on croit. Après de vigoureux débats dans les années 60, l'Allemagne fédérale a finalement accepté de ratifier le TNP en 1974 parce qu'une clause spéciale laisse les options ouvertes dans le cadre d'une "fédération européenne".

PROLIFÉRATION "SOLAIRE"

NUCLÉAIRE ET COMPROMIS ÉNERGÉTIQUE

Si le conflit irakien de 1991 a provoqué la mobilisation d'une des plus formidables armadas de ces dernières décennies, les motivations politiques qui l'ont suscité restent incertaines. Deux objectifs semblent toutefois avoir joué un rôle

le conflit irakien comme dans beaucoup d'autres, la maîtrise des ressources énergétiques par une partie de la communauté internationale a été facteur déterminant. Malgré l'irruption d'une culture de la communication, le grand boom des autoroutes de l'information et

été un élément prépondérant. Le Traité de non prolifération (TNP), auquel adhère l'Irak, avait montré là ses limites et probablement sa perversion. La permissivité des contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a en fait procuré de nombreuses années de tranquillité à l'Irak, avec la complicité de plusieurs nations nucléaires dont la France et l'URSS.

La résolution, d'ailleurs très provisoire, de la crise coréenne a réintroduit une autre logique. La médiation de l'ex-président Carter a permis de négocier avec la Corée du Nord le remplacement de réacteurs jugés très proliférants par une filière considérée comme purement civile. En échange de l'abandon de réacteurs capables de produire rapidement du plutonium, la Corée du Nord bénéficierait d'une aide massive de la part des États-Unis et de la Corée du Sud pour développer un parc de centrales à eau légère (1). On peut s'interroger sur l'efficacité à long terme d'un tel marchandage quand on sait que ces centrales à eau légère, du type des centrales françaises par exemple, ne constituent en aucun cas un obstacle insurmontable à un État décidé à acquérir une capacité nucléaire. Surtout quand ce choix est accompagné comme c'est le cas déjà au Japon, et peut-être bientôt en Corée du Sud, d'un programme de retraitement des combustibles usés qui permet d'extraire des quantités énormes de plutonium. Là encore, la technologie du retraitement, tout à fait similaire dans ses applications civiles et militaires, ne peut être contrôlée efficacement et empêcher le détournement de plutonium pour un programme militaire.

Des visées tout aussi stratégiques semblent avoir influencé les Occidentaux dans leurs rapports avec l'Ukraine et son dangereux programme nucléaire. Pour forcer l'Ukraine à abandonner toute prétention atomique militaire, le G7 s'est engagé dans un programme d'aide à la modernisation du parc nucléaire ukrainien sans prendre sérieusement en compte d'autres modèles de développe-

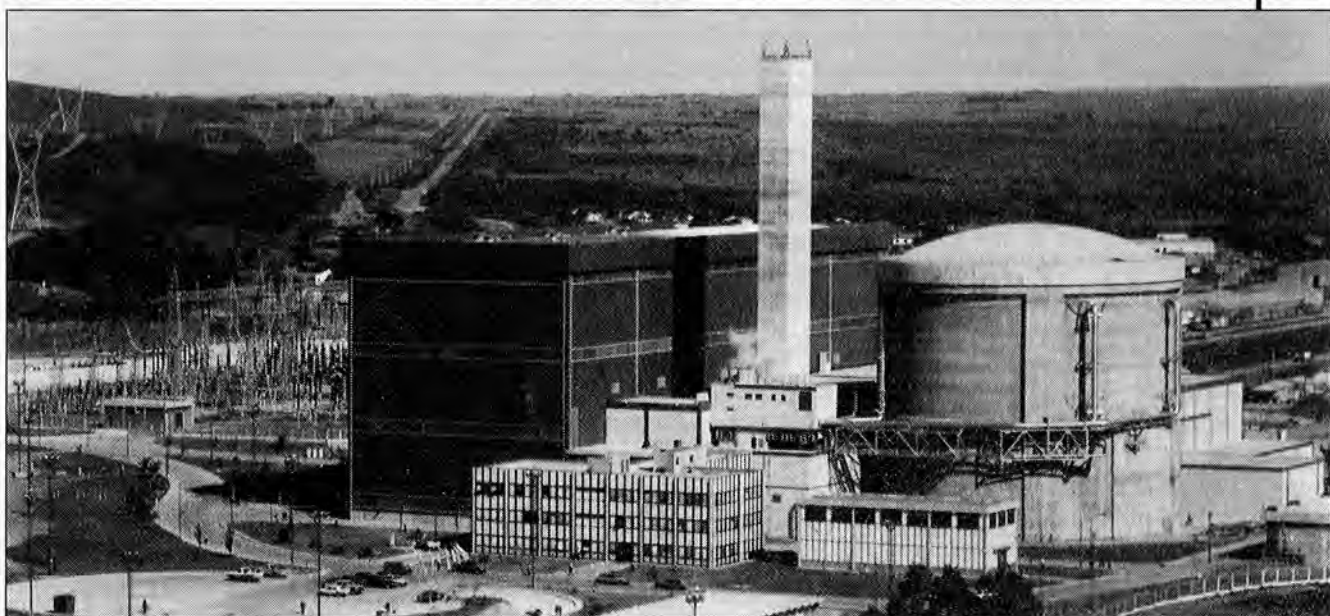
Le TNP, traité de non-prolifération, organise le transfert du nucléaire dit "civil" pour obtenir un renoncement aux ambitions nucléaires militaires. Cela ne conduit-il pas à rendre l'énergie nucléaire indispensable au détriment du développement des énergies renouvelables ? Marchandage suicidaire.

prépondérant : l'accès aux ressources pétrolières et la destruction du potentiel nucléaire irakien. L'intervention des Alliés a bien permis de maintenir un pétrole abondant et relativement bon marché. De toutes les sources d'énergie, le pétrole reste le plus stratégique pour l'économie mondiale et une nouvelle remontée des cours ou une raréfaction brutale porterait un coup très rude à des économies occidentales qui n'arrivent pas à sortir de leur convalescence. Dans

un contrôle grandissant de la matière grise au travers des nouveaux accords du GATT, l'énergie reste la colonne vertébrale de l'économie mondiale. La crise irakienne a montré que le statu quo sur l'énergie était un facteur déterminant pour tenter de préserver tant bien que mal une relative paix mondiale.

Le désir des États-Unis d'annihiler, le plus vite possible, le programme irakien d'acquisition de l'arme atomique a également

(1) Au terme de l'accord d'octobre 1994, les États-Unis s'engagent à mettre en place un programme international correspondant à une capacité en réacteurs à eau légère de 2000 à 3000 MWé d'ici 2003.



Prolifération par le biais des centrales "civiles". *Que ce soit au Brésil (photo du haut : centrale d'Angra) ou en Argentine (photo du bas : centrale d'Embalse), les programmes nucléaires "civils" sont toujours menés en parallèle avec la recherche militaire.* (photos : Furnas et CNEA)

ment énergétique qui se passeraient du nucléaire. Là encore, la logique du marchandage nucléaire a prévalu : les grandes puissances sont prêtes à transférer plus de nucléaire "civil" pour obtenir un renoncement aux ambitions nucléaires militaires.

TNP et marchandages nucléaires

Paradoxalement, le marchandage nucléaire utilisé en Corée ou en Ukraine n'est pas contraire à l'esprit du TNP, bien au contraire. Le TNP, qui rappelle

généreusement dans son préambule « qu'il faut favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde », stipule également en son article IV que « les Parties au Traité en mesure de le faire devront aussi coopérer en contribuant [...] au développement plus poussé des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier sur les territoires des États non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au

Traité, compte dûment tenu des besoins des régions du monde qui sont en voie de développement ». De tels propos sont à mettre au crédit de la célèbre doctrine des « atomes pour la paix », brillamment développée par Eisenhower dans les années 50.

Ainsi, l'Agence internationale de l'énergie atomique, chargée de l'application du TNP se retrouve-t-elle à la fois en situation de contrôler les États soupçonnés de vouloir acquérir l'arme atomique et en même temps dans le rôle d'un voyageur de commerce pour l'industrie atomique. La pre-

mière conférence d'examen du TNP en 1975 recommande que « toutes mesures spéciales de coopération destinées à répondre aux besoins croissants des États en voie de développement Parties au Traité comprennent, par exemple, une aide bénévole accrue et supplémentaire fournie sur une base bilatérale ou par des voies multilatérales, notamment par les services qu'offre l'AIEA pour la gestion des fonds d'affectation spéciale et des dons en nature ». La conférence de 1985 est même plus explicite et « invite les États Parties au Traité à promouvoir, dans les institutions financières nationales, régionales et internationales, l'établissement de conditions favorables pour le financement des projets d'utilisation de l'énergie nucléaire, y compris les programmes électronucléaires, des pays en développement » (2) En termes clairs, l'AIEA se donne pour tâche d'agir comme un groupe de pression dans toutes les instances de financement international (Banque mondiale, FMI...) pour privilégier les projets nucléaires par rapport aux autres sources d'énergie. La ligne de l'Agence est restée identique jusqu'à maintenant et le directeur général de l'AIEA, Hans Blix, n'hésitait pas récemment à appeler de ses vœux un « retour en force de l'industrie nucléaire ». « La perspective d'un développement plus important de l'énergie nucléaire justifie des efforts soutenus dans les programmes de recherche et développement. Ils doivent nous permettre d'être prêts pour un retour en force de l'option nucléaire. Et ils doivent également permettre de déclencher ce retour du nucléaire. » (3)

Le contrôle des puissances nucléaires par l'AIEA est, quant à lui, largement basé sur le volontariat et son orientation est d'ailleurs étroitement surveillée par les dirigeants de l'industrie nucléaire des grandes puissances. En France, par exemple, la comptabilité des matières fissiles est contrôlée simultanément par l'AIEA et Euratom. L'interlocuteur d'Euratom est le Comité technique interministériel pour l'application du traité Euratom, dont le secrétariat est assuré par la Direction des relations internationales du CEA. Et le Directeur des relations internationales est le Gouverneur pour la France auprès de l'AIEA. La boucle est bouclée et le nucléaire est bien gardé, par lui-même...

A l'heure des bilans...

Près de 50 ans après l'"expérience" grandeur nature d'Hiroshima, et 25 ans après la signature du TNP, il faut pourtant tirer un bilan plus réaliste de l'essor de l'énergie nucléaire et du marchandage qui l'a accompagné. Première constatation évidente : le tribut payé en terme d'atteintes à l'environnement ou à la santé des populations, apparaît de plus en plus lourd au fur et à mesure que sont publiées des informations sur l'accident de Tchernobyl ou sur les retombées des essais atomiques. Pourtant, le passif du nucléaire est loin de se limiter à ce seul aspect, même si l'on en reste strictement aux aspects stratégiques.

A l'heure des bilans...

Ainsi, quelles que soient les précautions prises pour les exportations et les contrôles de l'AIEA, l'énergie nucléaire s'est affirmée comme une technologie parfaitement "duale". Toutes les filières nucléaires se sont avérées proliférantes. Vouloir développer le nucléaire civil pour prévenir

l'acquisition du nucléaire militaire apparaît de plus en plus « comme arroser une flamme avec un bidon d'essence ». (4)

Par ailleurs, malgré les "bonnes dispositions" des puissances nucléaires, le programme des "atomes pour la paix" repris par le TNP n'a pas eu d'effets très importants sur les ressources énergétiques des pays du tiers-monde. Aujourd'hui, 95 % de l'électricité nucléaire est produite dans les pays de l'OCDE ou de l'ancien COMECON. Pourtant, les banques de développement menées par la Banque mondiale ont consacré, dans les années 80, 15 % des 20 milliards de dollars à destination de pays en voie de développement, à des projets énergétiques. Durant la même période, ces mêmes projets arrivaient à hauteur de 25 % dans le service de la dette du Sud vers le Nord. Trop cher, trop exigeant en capital, trop sensible politiquement, le nucléaire ne s'est pas développé dans le tiers-monde et même l'industrie nucléaire s'y est partiellement résignée, focalisant ses efforts sur le Sud-Est asiatique.

Pour une prolifération "solaire"

Pourtant le défi énergétique est bien réel pour la communauté internationale. Les projections font apparaître un doublement probable de la consommation énergétique mondiale d'ici 2020. En réalité, une bonne partie de cette croissance aurait lieu dans les pays en voie de développement qui verraient leur consommation tripler dans le quart de siècle à venir. Peut-on alors se passer de l'énergie nucléaire ? Compter sur le développement des combustibles fossiles paraît également suicidaire. Les ressources en gaz et pétrole facilement accessibles sont limitées à l'horizon d'un siècle et le charbon, plus abondant, contribue plus que tous les autres à l'augmentation de l'effet de serre prédit par de nombreux scientifiques.

La voie de sortie de ce dilemme menaçant a été clairement désignée dans le document *Agenda 21* publié à l'issue de la conférence

(2) Lettre de l'UNIDIR, juin-septembre 1994.
 (3) Hans Blix, *Nuclear Energy in the Post Cold War World*, Obninsk, Russie, 27 juin 1994.
 (4) *Energy: a New Deal for the World*, Greenpeace, octobre 1994.
 Auteur principal : John Willis.

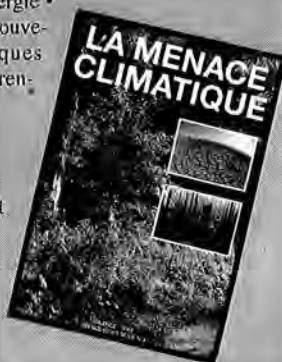
LA MENACE CLIMATIQUE

Hors-série n°3 de la revue Silence

Au sommaire : gaz et effet de serre • prévoir le climat • histoire des sciences • les nouveaux déserts tropicaux • pour que vivent les forêts • les économies d'énergie • les énergies renouvelables • pratiques agricoles • apprendre à guérir...

Rédaction :
 D. Zanda
 Bulle Bleue et
 Ecoropa

Bon de commande
 page 39.





Irak : Pendant la guerre du Golfe, l'aviation "alliée" n'a pas hésité à pilonner des installations nucléaires comme le réacteur de recherche IRT-5000 d'Al Tuwaitha. Le bâtiment contenait de l'uranium enrichi : on ignore tout de la pollution radioactive qui a du suivre... (photo AIEA)

de Rio de Janeiro en 1992 : la mise en place d'une politique d'efficacité énergétique dans le monde entier et le développement rapide des technologies de production des énergies renouvelables sont un des piliers d'un développement soutenable. Ces technologies apporteraient leur part dans la résolution des problèmes de dette, de pauvreté, de croissance démographique et de dégradation de l'environnement. Le développement des énergies renouvelables permettrait en outre de réduire les sources de tensions internationales liées à l'accès aux richesses naturelles et d'utiliser au mieux le savoir-faire et les ressources des pays du tiers-monde.

Pourquoi des options qui apparaissent indéniablement positives pour l'environnement et économiquement viables restent-elles finalement dans les limbes et ne bénéficient-elles que d'un financement international très réduit ? En fait il y a conjonction des intérêts des pays de l'OCDE et de l'OPEP

pour maintenir le statu quo. Les puissances nucléaires sont, de plus, confrontées à un rétrécissement des perspectives de marché électronucléaire suite au gel de nombreux programmes occidentaux et elles craignent une déstabilisation de leur appareil de production si des marchés à l'exportation ne s'ouvrent pas. Quant aux pays de l'OPEP, ils sont aussi dépendants des dollars faciles du pétrole que les pays producteurs de narcotiques.

Dans le domaine stratégique, comme dans le domaine énergétique, le nucléaire pose directement les problèmes en termes mondiaux et s'appuie sur la responsabilité des États : il agit comme un formidable catalyseur d'un État international, pour le meilleur et pour le pire. La conférence de renégociation du TNP sera sans nul doute un forum privilégié pour rediscuter les termes du nouveau "deal énergétique", même si tous les aspects ne peuvent être traités dans ce cadre. Comme dans

le cas de l'interdiction totale des essais atomiques ou de l'interdiction de la production de matières fissiles, le compromis énergétique renvoie à d'autres conventions, à d'autres négociations internationales, à d'autres compromis qui doivent s'articuler dans le temps si l'on veut espérer le succès d'un de ces aspects. Une première étape vers un futur sans nucléaire pourrait passer par une limitation de l'AIEA aux seules activités de contrôle et par la mise en place d'une "Agence des Nations unies pour un développement énergétique soutenable" qui permettrait de mobiliser les ressources nécessaires à cette transition cruciale pour la paix mondiale.

Jean-Luc THIERRY

Responsable de la campagne nucléaire à Greenpeace

Article extrait de *Damoclès* n° 63, "La prolifération en question", 4ème trimestre 1994

CONCLUSION

BANNIR L'ARME NUCLÉAIRE

Au terme de cette série d'articles sur l'armement atomique et sa prolifération et pour prendre la mesure des enjeux du débat actuel sur la reconduction du Traité de non-prolifération (TNP), notamment au sein du mouvement de paix, il me semble nécessaire de rappeler quelques-unes des interrogations et des contradictions soulevées par la politique nucléaire.

Et de fait, derrière la question de la non-prolifération, se trouve posé le problème du droit à la souveraineté : c'est-à-dire qui a droit au nucléaire ? En vertu de quels critères ?

Question complexe car il ne s'agit pas, bien évidemment, de réclamer le libre droit pour tous les États désireux de devenir puissance nucléaire ou d'avoir droit au chapitre dans le concert des na-

tionales, une politique autre de répartition des richesses au niveau planétaire, plus égalitaire, plus solidaire... C'est-à-dire : sortir d'une logique de confrontation et développer une politique de coopération. Il s'agit-là bien sûr d'une véritable révolution culturelle pour "nos" gouvernants. Mais c'est seulement à ce prix là que l'arme nucléaire pourra être bannie.

Entré en vigueur en 1970 pour 25 ans, le TNP n'a reconnu comme puissance nucléaire que les cinq États ayant fait exploser un engin nucléaire avant le 1er janvier 1967, c'est-à-dire : États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, Chine. Comme cela a été maintes fois souligné, il s'agit d'un pacte inégal dans ses fondements même, d'autant que le TNP est un pur produit de la guerre froide, rendant d'autant plus complexe son adaptation au monde de l'après guerre froide, qui est celui d'aujourd'hui. Ce Traité, unique en son genre au niveau du droit international, repose sur un "deal" ou un troc : les puissances nucléaires s'engagent à ne pas transférer d'armes nucléaires à d'autres pays et à mener des négociations de désarmement et tous les autres pays s'engagent de leur côté à ne pas acquérir d'armes nucléaires, tout en gardant un droit à l'accès aux technologies du nucléaire dit "civil". Signé à ce jour par 167 pays, ce "contrat" n'a pas été respecté. Ni par les puissances nucléaires qui au lieu d'entamer de réelles négociations, se sont lancées dans une formidable course aux armements, ni par un certain nombre de pays qui ont violé délibérément le traité dont ils étaient signataires, pour développer la fabrication d'armes nucléaires, comme par exemple l'Irak ou la Corée du Nord...

Rebecca Johnson, dans le précédent numéro de *Silence* nous a présenté les enjeux de la Conférence qui doit se réunir en avril à New York. Il me paraît important de souligner que cette Conférence a un mandat très limité si on s'en tient au texte du Traité. En effet, l'article X, alinéa 2, précise que « vingt-cinq ans après l'entrée en vigueur du Traité, une conférence

Le Traité de non-prolifération est fort compliqué, difficile à appliquer. Le plus simple ne serait-il pas de renoncer à l'usage du nucléaire ?

Une de ces premières contradictions, est qu'actuellement, un des principaux artisans de la lutte contre la prolifération nucléaire sont, comme par hasard, les États-Unis d'Amérique, seul pays ayant utilisé cette arme contre un autre pays, le Japon, à Hiroshima et Nagasaki, il y a maintenant cinquante ans. Les États-Unis ont fait de cette croisade contre la prolifération un des piliers sur lequel ils s'appuient pour exercer leur hégémonie sur le reste du monde. Ils se veulent les gardiens de l'ordre nucléaire pour en rester les bénéficiaires privilégiés.

tions... Mais que des pays — faisant reposer leur souveraineté, leur sécurité, sur la possession de l'arme nucléaire —, s'arrogent le droit d'interdire à d'autres pays d'acquérir une telle arme, pour le moins, pose problème. Cela signifie que les relations internationales ne sont pas encore sorties du système féodal. Cela signifie surtout que "désamorcer" le processus actuel de prolifération nucléaire suppose une volonté politique qui ne se limite pas à proposer des solutions techniques de contrôle, mais bien plutôt une remise en cause du système des relations



sera convoquée en vue de décider si le Traité demeurera en vigueur pour une durée indéfinie, ou sera prorogé pour une ou plusieurs périodes supplémentaires d'une durée déterminée. Cette décision sera prise à la majorité des Parties au Traité ».

Le choix paraît très verrouillé. En effet, au-delà d'un refus de principe, d'ordre moral — aussi indispensable soit-il — la bombe existe et toutes les mesures, les actions entreprises pour tenter d'en contrôler la fabrication ne doivent pas être négligées. Et dans une première réaction on serait tenté de souhaiter que le TNP soit reconduit pour une durée illimitée afin qu'il ne puisse être remis en cause.

Or, ce débat sur reconduction illimitée ou limitée du

Traité, a traversé les différentes organisations pacifistes tant en France que dans les différents pays. En effet, dans la mesure où le contenu même du Traité ne peut théoriquement être modifié, la reconduction illimitée risque d'avoir pour effet de maintenir cette espèce de prolifération rampante qui se déroule actuellement. Les pays les plus nucléaires n'auraient qu'à maintenir une politique de contrôle, afin de limiter le développement d'un programme d'armement nucléaires dans de nouveaux pays, sans pour autant s'engager dans une réelle politique de désarmement comme le prévoit le TNP dans son article VI. Une reconduction limitée du Traité par période de 5 ans notamment aura le mérite de maintenir un moyen de pression sur les pays nucléaires de la part des pays non-nucléaires d'une part, mais aussi pour les différents mouvements pacifistes, les ONG. On le voit actuellement : l'avancée des négociations dans le domaine de l'arrêt des essais nucléaires s'explique pour une large part par la crainte qu'une majorité ne se dessine pas pour la prorogation du TNP.

Patrice BOUVERET

Parution en mars du nouvel hors série de Silence

Du chômage à l'autonomie conviviale

Travailler moins, vivre mieux

Bon de commande page 39

LE SOLEIL BRILLE !

Passez à la pratique, grâce à 4 ouvrages de Roger BERNARD



• Le soleil à votre table

170 pages 15 x 21 cm

En Afrique, on brûle les arbres pour faire cuire les aliments pendant qu'une énergie solaire surabondante reste inutilisée. En France, en été, cuisinez sans fumée, sans pollution, sans risque d'incendie. Découvrez que l'énergie solaire marche. Une explication théorique et pratique des possibilités de l'énergie solaire en matière de cuisson. Découvrez les différents modèles de cuiseurs, apprenez à cuisiner solaire : des plans, des photos, des recettes...

• Un cuiseur solaire facile à faire

26 pages 21 x 29,7 cm

Cette brochure technique vous permettra de construire des cuiseurs-boîtes... à un prix de revient proche de zéro franc, comme il en existe des millions d'exemplaires dans le monde. Peut être réalisé avec des enfants.

• Construire et utiliser une cuisinière solaire

22 pages 21 x 29,7 cm

Cette brochure technique vous permettra de construire une véritable cuisinière solaire... à un prix plus élevé mais avec des performances beaucoup plus poussées.

• Séphastoche, mon premier cuiseur solaire

32 pages 17 x 22,5 cm

Le plus simple des cuiseurs... Spécial pour les enfants. Un cuiseur qui nécessite seulement un vieux carton et quelques ustensiles.

Bon de commande page 39.



PETITES PHRASES

"Il n'y a pas deux personnes qui ne s'entendent pas, il y a seulement deux personnes qui n'ont pas discuté". Proverbe africain.

TIBET : MARCHE DE NEW DELHI A LASSA

Huit organisations non-gouvernementales tibétaines en exil ont décidé d'organiser une marche pour la paix à partir du 10 mars, date anniversaire de l'invasion du Tibet par la Chine en 1959. Cette marche partira de New Delhi en Inde et essaiera d'atteindre Lhassa, la capitale du Tibet. Cette marche pacifique demande que soit mis un terme au transfert de populations chinoises au Tibet, la libération des prisonniers politiques tibétains, l'arrêt de la destruction de l'environnement du pays, la mise en place d'une délégation de l'ONU afin d'évaluer la situation, la démilitarisation du Tibet pour en faire une zone de paix. Une pétition de soutien circule. Une collecte de fonds est également réalisée. En France, la marche est relayée par : Réseau bouddhisme et action, 5 rue du Ruisseau, 75018 Paris, tél : (1) 42 55 87 42.

OBJECTEURS DESERTEURS : SOUTIEN D'AMNESTY INTERNATIONAL

Depuis maintenant une dizaine d'années, des objecteurs quittent leur service civil au bout d'un an pour protester contre la durée double de ce service par rapport au service militaire. Depuis, les procès se multiplient, recommencent de nombreuses fois, l'armée ne voulant pas admettre la justesse de cette démar-

che. Les objecteurs ainsi présentés comme des déserteurs s'appuient sur les conventions des Droits de l'Homme signées par la France. Amnesty International a décidé de soutenir ceux qui éventuellement seraient emprisonnés, estimant qu'il s'agirait alors de prisonniers politiques.

Didier Briand, déserteur en 1986, après dix procès, a été finalement jugé par la Cour d'Appel d'Angers le 27 septembre 1993 et son pourvoi en cassation a été rejeté le 16 décembre 1994. Il a été condamné à trois mois de prison fermes et peut être arrêté à tout moment. Pierre Serres d'Albi est dans la même situation (6 mois). Une campagne de lettres demandant au président de la république la grâce de ces objecteurs-déserteurs est en route. Renseignements : Comité de soutien à Didier Briand, La Croix Marie, 53410 Saint-Ouen des Toits.

NAMUR : GERER POSITIVEMENT LES CONFLITS

L'Université de Paix de Namur (Belgique) organise des formations sur le thème "apprenons à gérer positivement les conflits". Au programme : initiation au processus de communication non-violente (4 mars), affirmation de soi (7 et 8 mars), la négociation au quotidien

Pour un pays sans armée

Coordonné par Serge Mongeau. La sécurité sans armée est-elle possible ? Des pays ont déjà fait ce choix. La non-violence peut aider. De multiples pistes de réflexion et des arguments contre la «dépense» nationale ! Appel au courage, au réalisme et à l'imagination.

160 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 39



(18 et 19 mars), guérir les relations (1er et 2 avril). Programme complet : Université de Paix, 4 Boulevard du Nord, B-5000 Namur, tél : 081 22 61 02.

RHONE : CONCERT POUR LA PAIX EN EX- YUGOSLAVIE

Après le succès du gala de Font et Val, le collectif du Rhône pour la paix en ex-Yugoslavie se propose d'aider financièrement les médias indépendants, anti-nationalistes et pour la paix répartis dans les différentes républiques de l'ex-Yugoslavie. Pour cela, il organise le samedi 11 mars une soirée de soutien au Centre Culturel de Villeurbanne (Métro Flachet) avec au programme à 17 h un débat sur la situation générale en Yougoslavie et les médias indépendants avec la présence de Jesenko Galijasevic et le journaliste de Radio-France Interna-

tional Frano Cetinic. Un buffet suivra à 19 h. A 20 h, un spectacle payant est organisé avec Steve Waring (60 F adultes, 40 F enfants). Contact : Collectif du Rhône pour la Paix en ex-Yugoslavie, c/o Diagonales Est-Ouest, 5 place Fernand Rey, 69001 Lyon, tél : 72 36 86 63.

LYON : FORUM DES MEDIATIONS

Le conflit est à la base de la démocratie. Discuter, reconnaître les réalités des uns et des autres, s'appuyer sur les différences tout en refusant une inégalité, c'est la démarche de la médiation. Le Réseau des Médiateurs associés organise le vendredi 17 mars à la Faculté Catholique de Lyon un forum sur la médiation avec des ateliers sur la médiation pénale, la médiation familiale, la médiation en entreprise, la médiation scolaire. Programme : Hervé Magnin, tél : 78 44 85 67.

L'ARME NUCLEAIRE ILLEGALE ?

L'organisation mondiale de la santé, OMS, a déposé un recours en 1994 auprès de la Cour Internationale de Justice pour lui demander de statuer sur la question suivante : "L'usage d'armes nucléaires par un Etat en guerre ou en conflit ne constitue-t-il pas une infraction à ses obligations vis à vis du droit international si l'on prend en compte ses effets sur l'environnement et la santé ?". L'ensemble des Etats ont eu alors à exprimer leur position avant le 10 juin 1994 pour répondre à cette question. De nombreux pays se sont prononcés pour considérer l'arme nucléaire comme illégale : Belarus, Corée du Nord, Irlande, Kazakhstan, Lituanie, Mexique, Moldavie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nouvelle-Zélande, Rwanda, Suède et Ukraine. Par contre la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont fait opposition à la proposition de l'OMS. Le Japon a dans un premier temps rejoint la position des puissances nucléaires avant de retirer sa déclaration à la suite de nombreuses manifestations dans le pays. Le bureau international de la paix, qui a un statut d'observateur auprès de l'ONU, avait lancé une pétition pour soutenir la demande de l'OMS. Plus de 145 000 signatures ont été collectées et remises à la Cour Internationale de Justice.

L'affaire a rebondi à l'automne quand l'Indonésie a proposé à l'ONU un projet de résolution annonçant que "la menace et l'utilisation des armes nucléaires en quelques circonstances que ce soit sont illégales".

La France, comme à son habitude, a essayé de diviser l'ONU en faisant monter au créneau ses anciennes colonies africaines... mais à part le Bénin, aucun de ces pays "indépendants" n'a suivi les recommandations de la France. (source Stop-Essais, novembre 1994)



BAISSE DU NOMBRE DE REACTEURS

Le nombre maximum de réacteurs nucléaires en fonctionnement a été atteint en 1988 avec 429 unités. Depuis, conséquence de Tchernobyl, les nouveaux réacteurs mis en route ne compensent plus ceux mis à l'arrêt. En 1993, on en était à 423 réacteurs. Au 1er janvier 1994, 45 réacteurs étaient en construction dans le monde : 5 en France, 21 dans l'Ex Europe de l'Est, 18 en Asie du Sud-Est, 1 au Mexique. La multiplication des dispositifs de sécurité augmente sans cesse le coût des réacteurs et les rend de moins en moins compétitifs. Comme apparemment, plus aucun progrès significatif n'est à attendre, il semble donc bien que l'on arrive dans une impasse. (source Natur, septembre 1994)

SLOVAQUIE : LA FUITE EN AVANT

EDF espère toujours obtenir le financement de la BERD, banque européenne, pour finir la construction du réacteur de Mochovce, en Slovaquie, centrale inachevée depuis 1990. Le directeur de l'information du gouvernement slovaque interrogé par un journaliste autrichien sur le choix du nucléaire plutôt qu'une autre politique de l'énergie répond : "Nous n'obtiendrions probablement aucun crédit de l'Ouest pour des mesures d'économies d'énergie ou de modernisation des centrales traditionnelles car cela n'augmenterait pas notre production". Réponse intéressante des voisins de la centrale : "Pour Tchernobyl, on nous a dit que le risque était en Suède, en Allemagne et en France. Ici on n'a jamais parlé de danger". Tiens, en France ? Les

experts affirment que la centrale de Mochovce, même revue par EDF, ne serait jamais autorisée à fonctionner à l'Ouest. (source : Salzburger Nachrichten, 17 décembre 1994)

ESPAGNE : NUCLEAIRE OU SANTE

En 1990, un accident se produisit au sein d'un accélérateur linéaire d'un établissement médical de Saragosse. Sur les 27 personnes exposées à l'époque, 23 sont déjà mortes. Pour le dernier en date, au printemps 94, les autorités affirment que cette mort n'a pas de lien avec l'accident. Il ne reste donc que 4 survivants. C'est actuellement le plus grand accident de la médecine nucléaire. (source Integral, juillet 1994)

BELGIQUE : 47 COMMUNES MENACEES PAR LES DECHETS

Le 28 avril 1994, l'ONDRAF, organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles, équivalent de l'ANDRA en France, a publié une liste de 98 sites de stockage potentiels pour les déchets de faible activité (l'équivalent de Soulaives en France), répartis sur 47 communes. L'ONDRAF qui a déjà clairement affirmé qu'il ne forcera pas les communes à accepter, espère secrètement qu'au moins une commune acceptera le projet. La décision politique devrait être prise cette année. Greenpeace-Belgique a lancé une campagne en distribuant des dépliants dans toutes les communes concernées et en rappelant que la seule solution pour ne pas avoir les déchets est de stopper dans un premier temps les centrales nucléaires. Pour en savoir plus : Greenpeace

Belgique, rue du Progrès 317, B 1210 Bruxelles, tél : 02/201 19 44.

NUCLEAIRE ET POLLUTION DE L'AIR

Les pro-nucléaires nous basinent avec un argument choc : grâce au nucléaire, on diminue la pollution de l'air. Voir ! Selon le programme d'évaluation européen des émissions de gaz à effet de serre, entre 1980 et 1991, la France est passée de 1823 milliers de tonnes de NO₂ émis à... 1810. Soit sensiblement la même valeur. Cela s'explique en grande partie par l'augmentation de la consommation d'énergie. Une politique de stabilisation de celle-ci aurait donc eu autant d'effet que la construction des centrales nucléaires, avec les déchets en moins.

Dans le même temps, il est intéressant de voir ce qu'ont fait des pays qui n'ont pas recours au nucléaire. Ainsi le Danemark, durant la même période, est passé de 273 à 310 malgré de sérieuses économies d'énergie. Le recours massif au charbon peut expliquer cette hausse, comme le développement des transports. L'Autriche, pays sans nucléaire, a mieux géré sa situation, passant de 246 à 201. Le Portugal, sans nucléaire, après une baisse entre 1980 et 1987 - de 166 à 116, est remonté aujourd'hui à 211. La palme de la pollution européenne ne revient pas aux pays de l'Est... mais à la Grande-Bretagne, qui, bien qu'en baisse, est passée de 23 560 à 18 760, ce qui reste considérable. La vétusté des installations et l'absence de réglementation expliquent cela. (source Acid News, juin 1994)

LA DROITE ANTINUCLÉAIRE ?

Après Le Pen qui s'affirme anti-nucléaire et demande la construction d'abris anti-radiations pour se protéger d'un accident nucléaire (mais il oublie de demander l'arrêt des centrales nucléaires !), c'est au tour de De Villiers de demander "à connaître les vrais comptes d'EDF et le gouffre que représente l'énergie nucléaire" (Le Monde, 11 janvier 95)

EAUX MINÉRALES RADIOACTIVES

Toutes les eaux en contact prolongé avec les roches se chargent d'éléments minéraux, mais également de radioactivité (sous forme de potassium, de radium et d'uranium). Selon des mesures réalisées par l'ex-SCPRI en 1990, le taux de radioactivité était le suivant pour les plus grandes marques (le premier chiffre donne le département d'origine, le deuxième en millièmes de Becquerel par litre le rayonnement alpha, le troisième le rayonnement bêta)

Badoit (42, 3300, 1500),
Contrexeville (88, 85, 110),
Evian (74, 71, 89),
Hépar (88, 160, 150),
Perrier (30, 200, 110),
St-Yorre (03, 4850, 1300),
Vichy (03, 1600, 2900),
Vittel (88, 78, 170),
Volvic (63, 26, 250).
Dans les marques de moindre importance, on relèvera quand même :

Elvina (40, 2400, 2400),
Royale France (03, 970, 2600),
Castel Rocher (63, 1600, 1700),
Marie-C. Nord (63, 2300, 6300),
Colette (66, 4300, 5500)
et le record :

St-Alban (42, 7700, 6000).
La norme requise pour que l'eau courante soit déclarée potable est de 370 mBq/l... La plupart de ces eaux sont bien au-dessus de cette norme.
Ces doses de radioactivité sont-elles dangereuses ? La limite d'exposition adoptée en 1994 par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (fortement pro-nucléaire) est de 1 millisivert par an. En supposant qu'une personne ne consomme qu'une seule marque d'eau, cela représente 800 litres de consommation par an. La dose limite serait alors dépassée pour plusieurs marques : Elvina, Colette et St-Alban... et on atteint 80 % de la limite pour la Badoit, 85 % pour la Vichy ! Si le SCPRI se montre si alarmiste sur les eaux minérales... c'est pour, par comparaison, minimiser les rejets de l'industrie nucléaire ! (source Info-Uranium, 4ème trimestre 1994)

MEUSE : SONDAGE ET MILITAIRES

L'ANDRA a commencé les sondages du sol, dans le sud de la Meuse en décembre dernier. Le site est militairement protégé par des gen-

darmes, des vigiles, des barbelés et des barrages sur les voies d'accès. La démocratie se porte bien. Pour protester, 600 personnes ont accueilli les élus du Conseil Général, le 7 janvier dernier à Bar-le-Duc, à coup de

boules de neige. Pour le moment, l'opposition reste non-violente mais des actions de sabotage ont commencé et le collectif des opposants n'exclue pas de durcir le ton (source : Libération, 9 janvier 1995).

GARD : ABUS DE BIENS SOCIAUX

Début février, nous recevons une enveloppe à l'en-tête du Conseil Général du Gard avec la mention "clos par nécessité, pour le président,

TCHERNOBYL - 9 EME ANNIVERSAIRE

PETITES PHRASES

Dans une interview donnée à la revue allemande Die Woche et reprise dans le Courrier International du 25 août 1994, Vladimir Tchernosenko, l'une des trois personnes chargées de superviser le chantier de "liquidation" de Tchernobyl, explique comment il est devenu un ferme opposant au nucléaire. Extraits. A propos du trafic de plutonium : "Jusqu'à présent, la contrebande se déroule par le biais de la mafia internationale de l'atome. Cependant si la situation économique en Russie ne s'améliore pas bientôt (...) nous assisterons à l'apparition d'une nouvelle filière secrètement contrôlée en plus haut lieu, d'une part en tant que source de devises et d'autre part comme moyen d'échange". A propos de l'AIEA, agence de l'ONU chargée de lutter contre la prolifération nucléaire : "Les organisations internationales qui s'occupent du commerce du nucléaire sont criminelles dans la mesure où elles ne servent à rien d'autre qu'à défendre les intérêts des lobbies de l'énergie atomique (...) Le fait est également que le degré d'incompé-

tence de l'AIEA s'accroît en même temps que l'importance de son rôle politique (...) La plupart des gens ne comprennent pas que le secteur économique de l'énergie atomique et celui de la production d'armes nucléaires sont étroitement liés. L'utilisation prétendument pacifique de l'énergie nucléaire a malheureusement servi de paravent depuis les années 50 afin de permettre le développement d'armes atomiques". A propos des futurs accidents possibles à l'Est : "Peu importe qu'une avarie soit grave ou non. A chaque fois, une grande quantité de particules radioactives est libérée dans l'environnement. Même les centrales nucléaires qui fonctionnent correctement émettent des radiations constantes. Vous ne pouvez protéger les gens contre les émissions radioactives. Le mirage de la sécurité est un des plus grands mensonges destinés à tromper le public. Après Tchernobyl, les critiques se sont concentrées sur l'Est. Il est totalement absurde de discuter pour savoir qui a la meilleure technologie. L'énergie atomique n'est sûre nulle part, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest. Si nous voulons survivre, il faut demander l'abandon immédiat, et dans le monde entier, de l'utilisation de l'énergie atomique".

LA VILLE QUI N'EXISTE PLUS ?

La ville de Tchernobyl a disparu de l'édition 1994 du Larousse Illustré. Est-ce-à-dire que cette ville n'existe plus ? Qu'on ne veut pas rappeler l'accident ? Qu'on ne peut indiquer combien de personnes ont été irradiées ? La censure frappe même les dictionnaires. (source : "Réussir votre santé", août 1994)

NOMBRE DE MORTS OFFICIELS

Selon l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, agence dépendant de l'ONU et farouchement pro-nucléaire, le nombre de morts à Tchernobyl se monterait aujourd'hui à 52.

Selon le ministère de la santé de l'Ukraine, le chiffre avancé n'est pas le même : le chiffre officiel pour la seule Ukraine serait supérieur à 94 000.

Rappelons que c'est la Biélorussie qui est la plus touchée.

Selon une étude de l'université de Berne (Suisse), les cancers de la thyroïde ont augmenté de 6200 % en six

ans chez les enfants présents dans la zone interdite au moment de l'accident.

Selon un rapport du gouvernement russe, cité par la Fondation Cousteau, à terme, l'accident de Tchernobyl sera responsable de 15 millions de morts.

ETUDE EPIDEMIOLOGIQUE SUR LES LIQUIDATEURS

Dans le seul centre de St-Petersbourg, 75000 "liquidateurs" sont suivis médicalement. Le suivi épidémiologique de ces personnes a été rendu public en octobre 94. Les conclusions sont un "vieillessement prématuré" des personnes : affections cardiovasculaires, maladies des voies digestives, troubles articulaires et désordres psychiques. Le taux de leucémie n'a pas augmenté de manière significative. Par contre, celui des cancers du poumon et de l'estomac est en hausse. Les résultats sont assez différents de ceux d'Hiroshima, ce qui peut s'expliquer par une population différente (la population japonaise était affaiblie par les restrictions de la guerre). (source : Le Monde, 2 novembre 1994)

DISCRIMINATION POUR LES VICTIMES

Depuis 1990, l'organisation Habad (Loubavitch) a fait sortir un millier d'enfants de leur environnement nocif en Ukraine. Particularité : ces enfants sont tous juifs. Les enfants choisis sur place par une équipe médicale de Habad ne nécessitent pas d'hospitalisation immédiate mais ils sont envoyés en Israël dans des foyers pris en charge par les Loubavitch. Steven Spielberg, l'homme des listes, a participé de New York à la cérémonie du 1001ème arrivé en Israël. Les autres enfants peuvent crever d'un cancer ! En France, le 5 mai dernier, le contesté mouvement Loubavitch s'est vu refuser par le conseil régional d'Ile-de-France une subvention. Parmi les opposants écologistes à la subvention, on peut citer Guy Konopnicki de Génération Ecologie (Tribune juive du 19 mai et du 23 juin 1994).

MER NOIRE CONTAMINEE

Selon les autorités roumaines, le littoral de la mer

Noire est toujours fortement contaminé par le césium 134 et 137 issu du nuage radioactif de Tchernobyl. Les poissons sont toujours impropres à la consommation. La situation évolue très peu depuis huit ans. (source : Courrier International du 7 juillet 1994)

CAMPAGNE DES PRO-NUCLEAIRES

Devant l'opposition de l'opinion publique à l'Ouest, où plus aucune tranche de centrale nucléaire n'est en commande, les industriels espèrent décrocher des contrats à l'Est.

Pour cela, les arguments utilisés semblent directement pompés sur ceux des opposants : dans le Figaro du 23 juin 94, on peut lire en chapeau d'encadré : "En cas de conflit, les centrales de type Tchernobyl pourraient être rapidement reconverties pour fabriquer du plutonium pour les bombes atomiques".

Evidemment l'article passe sous silence la situation française : à quoi pourraient servir La Hague, Superphénix, Marcoule... en cas de conflit ?

le secrétaire général du conseil général"... Or cette enveloppe contient un document de la commission locale d'information des grands équipements énergétiques du Gard ouvertement pro-nucléaire... accompagné de fiches explicatives à l'en-tête de la COGEMA. Jusqu'à nouvel ordre, la COGEMA n'étant pas un service public ni une assemblée démocratiquement élue, l'usage du service courrier du conseil général par une firme privée a un nom juridique : abus de biens sociaux.

**ISERE :
SURVEILLANCE
A SAINT MAURICE
L'EXIL**

En 1993, l'association AIRE avait effectué une série de mesures de radioactivité autour de la centrale de St-Maurice l'Exil, près de Péage de Roussillon, dans la vallée du Rhône.

Pour lancer une nouvelle campagne de mesures confiées à la CRIL-Rad, elle cherche des financements. Pour cela, elle vous propose d'acheter contre 40 F les futurs résultats de ces mesures.

Renseignements et chèque à verser à AIRE, Foyer Henri Barbusse, 38150 Roussillon, CCP 496 80 H Grenoble.

**DEBAT SUR L'ENERGIE
BIDON !**

Pour ceux qui s'illusionnaient sur la teneur du débat sur l'énergie, tenons-nous en aux faits : dans le rapport final, il y a exactement 1 ligne sur la question de Superphénix !

**ITALIE :
DESENGAGEMENT DE
L'ENEL ?**

La position de l'ENEL, l'EDF italienne, qui détient 33 % du capital de Superphénix, a sensiblement évolué vers un désengagement. Dans une interview accordée à une journaliste de l'Express (10 novembre 1994), elle déclare en effet : "notre position est identique à celle des Allemands. Les recherches que pourraient permettre le surgénérateur ne nous seront d'aucune utilité".

Par ailleurs, les Verts du Piémont ont obtenu qu'un débat télévisé soit engagé sur le sujet : en effet, par référendum, les Italiens se sont prononcés en novembre 1987 contre l'usage de l'énergie nucléaire et, depuis, l'ENEL continue à Superphénix sous prétexte que les accords ont été signés avant le référendum. L'ENEL est le sujet de beaucoup d'enjeux en ce moment : le gouvernement Berlusconi a programmé sa privatisation pour juin 1995.

SUPERPHENIX

L'ENEL, contrairement à EDF chez nous, a une situation financière saine et dégage des bénéfices... sauf en ce qui concerne Superphénix. Le gouvernement italien a donc promis qu'avant la privatisation, il accorderait une aide de 1600 milliards de lires (plus de 5 milliards de francs !) pour couvrir les dettes de l'ENEL au sein de la NERSA.

Les associations environnementales essaient de profiter du changement d'affectation du réacteur pour pousser l'ENEL à dénoncer ces contrats... et à ne pas déboursier cet argent.

**PRIX NOBEL POUR
SUPERPHENIX ?**

Le très sérieux MIT, Massachusetts Institute of Technology, a créé il y a quelques années un prix Ig. Nobel du nom d'un cousin Ignatius du véritable Nobel. Ce prix récompense la recherche la plus surprenante de l'année. En 1994, le prix est revenu à un mathématicien qui a calculé la probabilité pour que Gorbatchev soit une réincarnation de l'Antéchrist. Un autre prix est allé aux 976 chercheurs d'un article collectif paru dans une revue médicale britannique pour récompenser l'article signé par le plus de gens. Le Jury est

composé d'un vrai prix Nobel, d'un harpiste, d'un arbitre... La remise des prix a lieu en octobre. Nous vous invitons donc à déposer un acte de candidature pour la NERSA dans les formes suivantes

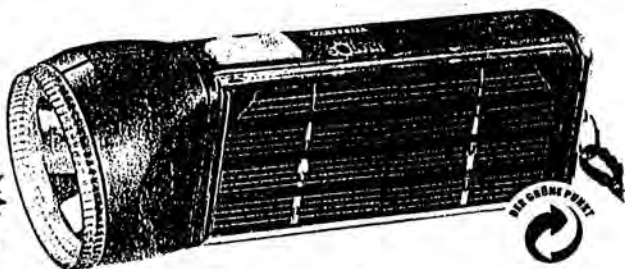
"Je propose que la société NERSA, dont le siège est à Lyon (France), propriétaire du plus gros surgénérateur au monde Superphénix (1200 MW théorique), soit récompensée du prix Ig Nobel pour avoir réussi à construire un réacteur nucléaire qui depuis le début de sa construction a englouti 50 milliards de francs (10 milliards de dollars) et consomme plus d'énergie qu'il n'en produit". Il faut envoyer le texte à : Comité Ig Nobel, MIT Museum, 256 Massachusetts av. Cambridge, MA 02139, USA.

PLAINTES REGIONALES ?

Les élus écologistes ont déposé un recours auprès de Charles Millon, président du Conseil Régional Rhône-Alpes, pour que la région se joigne aux plaintes des villes suisses contre Superphénix. La demande a été repoussée pour impossibilité juridique. Toutefois, pour la première fois, Charles Millon a annoncé publiquement son opposition au surgénérateur. La presse servile n'en a pas fait le moindre écho.

Ne rions plus de la **LAMPE-TORCHE SOLAIRE ...**

SOLAR



**249 F TTC
+ 18 F de frais de port**

MAISON DE L'ECOLOGIE

4 rue Bodin - 69001 LYON - Tel : 72-27-29-82 - Télécopie : 78-28-57-78

Ouvert du lundi au vendredi de 10 H à 12 H et de 14 H à 19 H



QUI A DECOUVERT L'AMERIQUE ?

La culture occidentale a toujours mis en avant Christophe Colomb, mais cette version est de plus en plus contestée. Tout d'abord, les tribus esquimaux présentes au Nord du Canada sont les mêmes que celles du Nord de la Sibérie et l'on peut penser que ces tribus passaient d'un continent à l'autre en marchant sur la glace au niveau du détroit de Behring. Il se pourrait même que des groupes d'indiens aient la même origine que certains groupes asiatiques. Autre brèche dans le mythe : il semble que les Vikings aient traversé l'Atlantique bien plus tôt. Enfin, la découverte au Mexique de poteries africaines datant du XIV^{ème} siècle semble accrédi- ter la réussite de la traversée entreprise en 1311 par le roi du Mali au commandement de 2000 bateaux.

LE PEN FRAUDEUR

Le Pen "tête haute, mains propres" vient de se voir réclamer 1,4 million de francs par le fisc pour redressement sur la période de 1978 à 1993. "Tous pourris" lui-même !

PASQUA ET SES VALISES

Nous rapportions dans notre numéro de décembre les détournements de fonds réalisés par Charles Pasqua via l'aide à la coopération du département des Hauts-de-Seine. Cela se précise aujourd'hui, mais non sans mal : le juge Halphen, qui a la charge du dossier, a déjà eu pour lui barrer la route un suicide, un mort par accident de la route et une tentative de corruption de son beau-père. Pasqua lave plus blanc !

LALONDE LACHE PAR LES SIENS

Le roi Lalonde a de plus en plus de mal à se présenter comme représentant d'un mouvement. Lors de l'Assemblée générale de Génération Ecologie, du 9 au 11 décembre, 60 des 100 élus régionaux du mouvement ont signé un texte dénonçant l'autoproclamation du candidat Lalonde et annonçant leur refus de donner leur signature pour cette candidature (il faut réunir 500 signatures d'élus pour pouvoir se présenter aux élections présidentielles).

A la fin de la réunion, un tiers de l'assemblée a annoncé son départ du mouvement. Lalonde se retrouve plus seul que jamais. Ces départs devraient se faire en partie vers les Verts et en

partie vers Convergence écologie solidarité de Noël Mamère.

LE PROGRAMME D'ANTOINE WAECHTER

- 1 - Neutraliser les dégâts considérables qu'occasionne la croissance des flux de marchandises et de personnes.
- 2 - Ménager notre territoire.
- 3 - Développer la qualité de la vie et la convivialité dans nos villes.
- 4 - Nous réapproprier notre santé.
- 5 - Redonner à l'école toute sa dimension éducative.
- 6 - Répondre au chômage par un développement qui soit capable de répondre simultanément à l'impasse écologique et à l'impasse sociale.
- 7 - Briser la solitude et l'exclusion.
- 8 - Dépenser la crise politique en développant la démocratie participative.
- 9 - S'engager résolument pour la paix et le développement écologique de la planète.

Et cette phrase : "Qu'il soit clair, dit et répété, que nous n'avons pas d'adversaires chez les écologistes. Nos seuls adversaires sont ceux qui ruinent la Terre".

DOMINIQUE VOYNET A SES SIGNATURES

Pour pouvoir se présenter aux élections présidentielles, il faut disposer du parrainage de 500 élus (conseiller régionaux, généraux, députés, sénateurs, maires). Bénéficiant du soutien d'une centaine d'élus Verts, d'une soixantaine d'élus Génération Ecologie, de quelques dizaines d'élus de l'AREV et de quelques personnes influentes venant du PC (Fitterman, Brard), Dominique Voynet a réuni assez facilement ces 500 signatures dès la mi-février.

DOMINIQUE VOYNET CARTONNE A LA TELE !

Prétexte pour ne pas inviter d'écologistes à la télé : ils n'intéressent personne. Le score de Dominique Voynet à l'Heure de Vérité le 15 janvier dernier : 20 % de part d'audience, 2 millions de téléspectateurs... soit le quatrième meilleur score sur les 25 dernières émissions !

FINANCEMENT DES PARTIS

La publication des comptes de campagne des candidats aux dernières élections

PETITES PHRASES

"Il ne faut pas laisser nos moyens de vivre compromettre nos raisons de vivre". Hubert Beuve-Méry.

"Une économie qui ignore la morale et l'émotion est comme une figure de cire ; tout en paraissant vivante, il lui manque la vie de l'être vivant". M. K. Gandhi, 27 octobre 1921.

"On dit d'un fleuve qu'il est violent, mais on ne dit rien de la violence des rives qui l'enserrent". Bertolt Brecht.

"L'homme a perdu sa capacité de prévoir et d'anticiper. Il finira par détruire la Terre". Albert Schweitzer

"J'ai la conviction que nous pourrions enfin jeter les bases d'une cohabitation pacifique en Europe, à condition de ne pas laisser les conflits frontaliers dicter leur loi. J'estime d'ailleurs qu'à l'avenir ces questions

de frontières perdront peu à peu de leur acuité. Notre destin d'Européens suppose plutôt de les ouvrir que de les fermer". Vaclav Havel.

"Notre vocation n'est pas la gestion globale de la société. Nous ne voulons pas accéder au pouvoir tel qu'il existe... notre lutte antitechnocratique a pour but de supprimer les outils du pouvoir". Yves Cochet, en 1981, cité dans "L'Ecologie politique", Ed. Ecosociété, 1994.

"Un succès électoral leur donnera une crédibilité dont nous bénéficierons. Quant à leur entrée au gouvernement, je la souhaite". Yves Cochet, à propos des Verts allemands à la veille des élections du 16 octobre 1994, cité dans Politis du 13 octobre 1994. C'est bien connu, il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'idées.

"Le Capital est devenu, au Nord comme au Sud, le seul véritable maître d'œuvre du développement, les Etats n'ayant plus pour rôle que de maintenir l'ordre politique et social conforme à ses intérêts, de faciliter ses entreprises, dans l'espoir que les nations en bénéficieront". François Partant, "La Ligne d'Horizon", 1989.

"Laissez-nous fumer tranquille !" : Extrait d'un communiqué d'Ecolo-J (25 octobre 1994) qui réclame la dépénalisation du cannabis et non d'un communiqué des industriels. Si l'on peut condamner les dealers (officiels pour le tabac et l'alcool, maffieux pour les drogues illicites, industriels pour les calmants...), on ne voit pas bien ce que cette phrase vient faire dans un communiqué "écologique".

européennes fait ressortir que seules trois listes n'ont pas bénéficié de dons d'entreprises : le Front National, les Verts et Lutte Ouvrière. Autre particularité remarquable : c'est la liste des Verts qui a le moins dépensé pour les transports : environ 190 000 F, le record revenant à Tapie (près de 890 000 F).

OPERATIONS MAINS PROPRES

Plus d'une centaine de patrons d'entreprises sont actuellement mis en examen pour corruption passive ou active. De même, la liste des politiques s'allonge : Arrecks, Annette, Boucheiron, Barrau, Ballet, Botton, Carignon, Carton, Charmougou, Daugreilh, Durr, Ecochard, Emmanuelli, Felli, Floch, Fosse, Gillibert, Garing, Ginesy, Gosso, Hini, Huysman, Joseph, Juvenfin, Kerf, Longuet, Leontieff, Level, Lacour, Lapègue, Médecin, Mouillot, Moustache, Montoussamy, Nucci, Noir, Puig, Potot, Poudroix, Pezet, Reboul, Roux, Rivière, Schmitt, Sanmarco, Sueur, Salin, Tapie, Thomas, Thienah Koon, Vigier, Vergès, Videlaïne...
N'oublions pas qu'ils doivent tous bénéficier de la présomption d'innocence !

DEFENSE ANIMALE ET POLITIQUE

Selon une enquête de la revue "Observez" (hors-série n°10, octobre 1994), il existe maintenant trois mouvements politiques de "défense animale" : le Parti pour la défense des animaux, les Nouveaux Ecologistes du rassemblement nature et animaux et l'Union nationale Ecologiste. Ces trois mouvements, dans le cadre du financement des partis politiques, ont encaissé 13 millions de F versés par l'Etat en deux ans. A cette somme s'ajoutent les dons et les ventes réalisés par chaque mouvement. Ces mouvements promettent de reverser leurs bénéfices à la défense animale. Interrogés sur les sommes reversées, on arrive à une somme de 50 000 F en deux ans ! Restent 12,95 millions de francs qui sont dans les poches des animateurs de ces trois mouvements. Sans commentaires !

JE VOTE NUL !

La revue libertaire "A contre-courant" a lancé une série de slogans à déposer dans l'urne pour les prochaines élections. Avec l'espoir que cela fasse réfléchir nos candidats : "Ne

SILENCE ET LES ELECTIONS

Vous êtes de plus en plus nombreux à nous demander quelle est la position de Silence sur les prochaines élections (présidentielles et municipales). Si individuellement, certains d'entre nous ont pris position, nous n'avons pas de position collective. En 1988, nous avons fait 4 articles : une interview de Waechter, une interview de Juquin, une interview d'un possible candidat d'Outre-Mer et un rappel des positions des libertaires qui refusent ce mode de délégation de pouvoir. Vu l'importance relative du résultat de ces élections sur l'avenir du mouvement écologiste, nous avons décidé de nous limiter à des "brèves" lorsqu'il y aurait quelque chose à dire qui touche à autre chose qu'une course au pouvoir.

comptez pas sur moi pour soutenir votre système décadent qui génère chômage et exclusion. L'action collective oui, la délégation de pouvoir à un monarque, non", "Vous avez abandonné l'essentiel du pouvoir aux patrons. En votant pour vous, je voterais donc pour eux. Pas maso, je vote nul". "Donner ma voix et fermer ma gueule ? Je veux rester citoyen, je vote nul" "Une vraie démocratie suppose des représentants mandatés pour une tâche précise et révocables à tout instant. La vôtre ? Des politiciens élus pour protéger leurs intérêts de classe. En vrai démocrate, je vote nul"... Et pour en savoir plus : A Contre-Courant, BP 2123, 68060 Mulhouse cédex.

Saint-Chamond organise, le mardi 4 avril à 20 h à la Salle Gérard Philippe, une conférence de Jean-Marie Pelt "L'écologie à l'aube du 3ème millénaire". Président de l'Institut Européen d'écologie, écrivain et réalisateur d'émissions de télévision, Jean-Marie Pelt sait faire partager ses connaissances avec conviction. Renseignements : Coordination CE-MJC, 2 A avenue de la République, 42400 Saint-Chamond, tél : 77 22 74 48.

LES LIMITES DES ELUS ECOLOGISTES

Dans un certain nombre de régions, par le biais de la proportionnelle, les élus écologistes se sont retrouvés en position de compléter une majorité inexistante. Cela était perçu comme une opportunité pour modifier sensiblement les politiques régionales. Pierre Vexliard et Brigitte Legal-Robiner, deux élus Verts de l'Isère au Conseil régional Rhône-Alpes, ont publié un rapport qui montre comment les autres élus et les institutions ont su détourner la pression écologiste. L'exemple le plus flagrant en région Rhône-Alpes vient des transports : sous la pression des écologistes, la région a voté une aide au chemin de fer extrêmement importante : 850 millions de francs (soit sur cinq ans, autant que pour la route !). Cela va-t-il aider à redévelopper le rail ? Non, car la SNCF a immédiatement supprimé la même somme de ses frais d'entretien dans la région ! On constate exactement la même démarche du côté des communes : celles-ci demandent à la région des aides sur des projets où elles sont sûres d'avoir le soutien des écologistes... et réalisent sur leurs propres finances les opérations qui seraient bloquées.

AMIENS : THIERRY MARICOURT EN PRISON

Le 27 janvier dernier, réunion du FN à Amiens. Thierry Maricourt, auteur de recueils de poèmes et de plusieurs livres sur la littérature libertaire, participe à une contre-manifestation. Au moment où passent Bruno Mégret et ses sbires, Thierry Maricourt n'y tient plus et fait usage d'une bombe lacrymogène. Des flics qui s'interposent reniflent le gaz (entre nous, ça ne doit pas être une nouveauté pour eux). Il est interpellé pour port d'arme de sixième catégorie. Thierry Maricourt a été condamné à 2 mois de prison dont quinze jours fermes. Selon que vous serez puissant ou misérable...

LOIRE : CONFERENCE DE JEAN-MARIE PELT

La coordination culturelle des CE et de la MJC de

QUELLE ECOLOGIE RADICALE ?

Débat entre
Murray Bookchin et
Dave Foreman

Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Mais écologie sociale et écologie profonde sont-elles compatibles ?

164 pages
15 x 21 cm.

Bon de commande
page 39.



NEVE SHALOM : LA PAIX EST POSSIBLE

"L'ignorance de l'autre, a dit Gandhi, est la source des préjugés et de la peur, de la haine et de la guerre". Abattre les murs de l'ignorance, rompre l'isolement, reconnaître l'autre en s'enrichissant de ses différences tel est le travail mené depuis vingt ans au coude à coude par les Juifs et les Arabes palestiniens du village

maire est en passe de le devenir. Le jardin d'enfants reçoit des enfants juifs, musulmans et chrétiens. Les deux éducatrices, l'une juive, l'autre musulmane, s'adressent aux enfants chacune dans leur langue afin que chacun puisse recevoir la culture de l'autre. Une place particulière est donnée aux fêtes des trois religions, si importantes dans le patrimoine culturel du pays.

Le village a construit une hôtellerie où tous ceux qui veulent s'initier en profondeur à une réflexion pacifiste peuvent séjourner.

"Doumia", la maison du silence, est un lieu spécialement réservé à la réflexion et à la méditation. De très nombreux conférenciers de toutes origines viennent parler de leurs initiatives en faveur de la paix. Toutes ces réalisations ont pu être faites grâce à de très nombreux dons qui convergent de tous les pays vers le village de l'espoir...

Par son existence même dans une région aussi conflictuelle, ce village pose de multiples questions qui dépassent de très loin sa réalisation. Il n'est pas un endroit "politisé" au sens habituel du mot. Et par là même, il déconcerte les politiques qui y voient souvent une simple expérience à traiter avec circonspection dans la mesure où elle n'entre pas dans leurs cadres.

Le choix est délibéré. Il a été pris par l'ensemble des membres de la communauté en mars 1988 quand les esprits étaient bouleversés par les débuts de l'Intifada. La plupart des membres de ce village ont été impliqués dans divers engagements en kibboutz ou en groupement palestinien, mais ils ont eu envie de mettre en pratique leur réflexion en dépassant leur peur mutuelle de l'autre.

Ils ont voulu partager le vécu et la culture de l'autre, le connaître à fond et aussi dépasser les barrières. Cette coopération profonde à une œuvre commune leur a semblé le moyen idéal pour y parvenir.

En Israël comme partout ailleurs, les médias se complaisent dans les images et les atrocités se vendent malheureusement très bien. Pourtant il existe chez les Israéliens comme chez les Palestiniens, des pacifistes qui essaient depuis longtemps de construire un monde différent.

"Neve-Shalom", en hébreu ou "Whahat as Salam" en arabe, "la maison de la paix" en français.

Fondé par une Française Anne le Meignen et une équipe de copains juifs et arabes, le "village" n'a été d'abord qu'une simple maison communautaire avant de devenir peu à peu un véritable lieu de vie où sont venus s'installer des couples avec leurs enfants. Un jardin d'enfants et une école primaire fonctionnent maintenant. Le jardin d'enfants a été reconnu par le ministère de l'éducation israélien et l'école pri-

L'école primaire, axée sur une pédagogie de la liberté, prône les principes de respect de l'autre et du mélange des cultures.

Outre les réalisations scolaires et de très nombreuses rencontres de classes secondaires, des enseignants, des éducateurs de tous les pays, viennent participer à des échanges et à des séminaires pour réfléchir ensemble au dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Plusieurs fois, des femmes palestiniennes des territoires occupés et des Israéliens se sont rencontrés pacifiquement.

Or, la politique au sens traditionnel ne s'adresse jamais au "sujet" dans son identité profonde. En cela, elle ne peut conduire à un changement profond. Elle est essentiellement basée sur une lutte où le plus fort gagne par écrasement de l'autre. C'est ce qui se passe en ce moment en Israël.

L'expérience de Neve Shalom est un fait, un acte politique, dans la mesure où il atteint le vécu ultime des Arabes et des Juifs et où il travaille à partir d'eux. En cela, elle est exemplaire. Dans la mesure où elle contribue à faire tomber les peurs, les violences, elle crée un climat qui permet de construire des liens nouveaux, facteurs d'une normalisation en profondeur.

En s'occupant de modifier ainsi radicalement les relations des gens de la cité, les habitants de Neve Shalom sont bien dans le politique au sens noble du mot.

Il est également évident qu'Arabes et Juifs sont tous issus dans ce village d'une culture de gauche qui les rend proches dans leur idéal. Ce qui les différencie s'apparente plus à leur culture ou à leur religion.

L'épreuve de la Guerre du Golfe

Pour ces raisons, au moment de la Guerre du Golfe, la relation affective des habitants a été bien différente. Chacun est le fils de son peuple. Il en est de



Les enfants dans l'école

même pour les problèmes actuels liés aux divers intégrismes. Mais au lieu d'en faire un prétexte pour écraser l'autre, ils tentent de le dépasser pour se l'approprier collectivement en tant que conflit créateur et non plus mortifère.

Il est bien évident que Neve Shalom n'est pour le moment qu'une micro-expérience qui ne doit pas être mythifiée. Elle est réalisée, par des personnalités d'exception possédant une culture et une réflexion très poussées sur la non-violence. Néanmoins, par la dynamique qu'elle enclenche, le questionnement qu'elle introduit, elle est au niveau d'une recherche politique qui se veut autre.

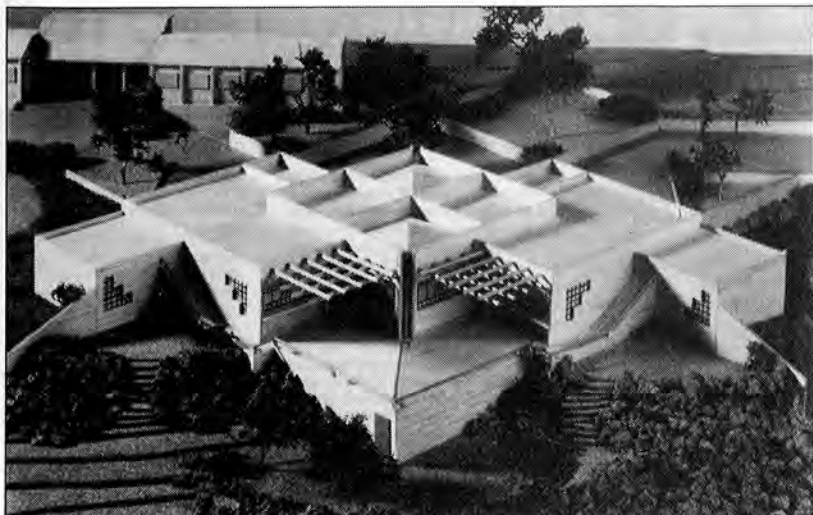
**Michèle
DUSSAULT-DELORME**

Contact : *Neve Shalom, Anne Le Meignen, BP 1332, 91103 Jérusalem.*

En France : *Les Amis de Neve Shalom, 251 avenue du Maréchal Juin, 92100 Boulogne.*

Il existe une vidéo réalisée par Arte. On peut se procurer une copie de ce film auprès de l'antenne française.

Vue d'ensemble de l'école





PETITES PHRASES

"J'ai trouvé le volapük très compliqué et, au contraire, l'espéranto très simple. Il est si facile (...) que j'ai pu arriver au bout de deux petites heures, sinon à l'écrire, du moins à lire couramment la langue (...) Les sacrifices que fera tout homme de notre monde européen en consacrant quelque temps à son étude sont tellement petits, et les résultats qui peuvent en découler tellement immenses qu'on ne peut se refuser à faire cet essai" Lettre de Tolstoï aux éditions Posrednik, le 27 avril 1894.

AGRI BIO : POLLUTION PAR LES CAGETTES

Les cagettes pour le transport des fruits et légumes sont traitées au PCP, le pentachlorophénol, un produit hautement toxique. Ce traitement a pour but de rendre la cagette imputrescible. Mais le PCP migre dans les produits transportés. Que Choisir ? publie dans son numéro de novembre une liste d'analyses sur les fruits et légumes : les produits biologiques sont eux aussi contaminés par le PCP. Il serait donc souhaitable que le cahier des charges des agriculteurs bio prévoie l'utilisation de cagettes bio !

SUEDE : 10 % EN BIO POUR L'AN 2000

Actuellement, l'agriculture biologique produit 2 % de la production agricole totale. A la suite d'une campagne menée par le mouvement d'agriculture biologique, le gouvernement suédois a adopté, le 28 avril 1994, un programme gouvernemental qui prévoit d'atteindre 10 % de la production en bio d'ici l'an 2000. (source Biodynamis, novembre 1994)

ESPERANTO ET ENSEIGNEMENT DES LANGUES ETRANGERES

De nombreuses expériences ont montré que l'enseigne-

ment de l'espéranto comme première langue étrangère permet ensuite un énorme gain de temps pour l'apprentissage de nouvelles langues. Dans un contexte où la communication s'inter-

nationalise de plus en plus, on parle d'initiation à une deuxième langue dans les classes dès le CE1 et CE2. Le choix de l'espéranto pourrait permettre d'être très efficace : c'est une langue simple, sans exception, avec de nombreuses racines communes avec le français, favorisant la logique et donc la compréhension des mathématiques. Ce ne serait pas une nouveauté : il existe des cours d'Espéranto dans les écoles depuis 1916 !

Pour en savoir plus : Union Française pour l'Espéranto, 4 bis rue de la Cerisaie, 75004 Paris.

JE BOYCOTTE...

Voici une liste des entreprises qui font l'objet d'une campagne de boycott par des groupes écologistes

- **Adidas**, usine délocalisée au Sud, politique sociale proche de l'esclavage.
- **Aérospatiale**, production d'armes : 40 % de son chiffre d'affaires.
- **Air France**, transports d'animaux destinés à la vivisection.
- **Atochem**, producteur des HCFC, substitués aux CFC presque autant destructeurs de la couche d'ozone, producteur de PVC servant aux bouteilles plastiques et qui libèrent du chlore lors de leur incinération.
- **Bosch**, destruction des forêts tropicales.
- **Caisse d'Epargne Ecureuil**, gros sponsor du rallye Paris-Dakar.
- **Citraën**, gros sponsor du Paris-Dakar
- **Coca-Cola**, qui utilise toutes les ficelles commerciales pour vendre un produit inutile.
- **Dassault**, production d'armes : 78 % de son chiffre d'affaires.
- **Ecover**, rachetée par une société de surveillance dont les méthodes brutales ont servi à la répression contre des occupations de chantiers par les écologistes en Grande-Bretagne.
- **Elf**, produits pétroliers, soutien aux dictatures africaines, maison-mère d'Atochem (voir ci-dessus).
- **Eurodisney**, politique sociale proche de l'esclavage, pollution culturelle.
- **Ferrari**, destruction des forêts tropicales.
- **Fiat**, destruction des forêts tropicales.
- **Ford**, destruction des forêts tropicales.
- **Hachette**, même groupe que Matra, exportateur d'armes.
- **IBM**, fournisseur de l'armée américaine. On signalera que dans les contrats d'Apple, il est spécifié qu'Apple refuse de vendre à toute industrie travaillant pour l'armement. Apple avait également refusé de vendre à l'Afrique du Sud du temps de l'Apartheid.
- **Lapeyre**, premier importateur de bois tropicaux en France.
- **Mac Donald's**, destruction des forêts tropicales, politique sociale proche de l'esclavage.
- **Massey Ferguson**, destruction des forêts tropicales.
- **Matra**, télécommunications, exportateur d'armes. L'armement représente 26 % de son chiffre d'affaires.
- **Mitsubishi**, destruction des forêts tropicales.
- **Nestlé** pour sa promotion du lait en poudre dans les maternités du monde entier, ce qui provoque de nombreux décès dans les pays pauvres du fait de la mauvaise utilisation des biberons, absence d'immunité naturelle dont peuvent bénéficier les bébés nourris au sein. Nestlé est également responsable de coupes de bois dans la forêt amazonienne. Le groupe Nestlé regroupant de nombreuses marques, le boycott est ciblé sur le produit phare : le Nescafé.
- **Nike**, usine délocalisée au Sud, politique sociale proche de l'esclavage.
- **Pepsi-Cola** : cette firme soutient la dictature en Birmanie où les militaires ont assassiné plusieurs milliers d'opposants et où 3000 prisonniers politiques sont soumis à la torture, au viol...
- **Pioneer**, sponsor du Paris-Dakar.
- **Pirelli**, pneus, destruction des forêts tropicales.
- **Reebok**, même politique que Nike.
- **Renault**, par sa filiale RVI, fournit les véhicules de l'armée française.
- **Saint-Gobain**, exploitation d'ouvriers brésiliens pour l'extraction de l'amiante sous la marque Everit, principale entreprise se battant contre l'interdiction de l'amiante en France.
- **Shell** qui, au Nigéria, s'appuie sur l'aide des militaires pour massacrer les populations du pays Ogoni qui refusent les prospections pétrolières qui détruisent la région. Amnesty International et Greenpeace multiplient les protestations.
- **Siemens**, fournisseur de matériel nucléaire en Allemagne et maintenant dans les pays de l'Est.
- **Sony**, destruction des forêts tropicales.
- **Suzuki**, destruction des forêts tropicales.
- **Thomson**, exportateur d'armes. Le secteur armement représente 80 % de son chiffre d'affaires.
- **Thoshiba**, destruction des forêts tropicales.
- **Total**, principal sponsor du Paris-Dakar en 1995.
- **Union Carbide**, responsable de l'accident de Bhopal (3000 morts) et de nombreux autres, conditions de travail dans le Sud proches de l'esclavage, destruction des forêts tropicales.
- **Volkswagen**, destruction des forêts tropicales, sous-traitance dans les pays du Sud avec des méthodes proches de l'esclavage.

Cette liste est évidemment incomplète car pour chaque grande firme, on peut trouver des sujets de boycott. A vous de choisir ce que vous boycottez, la meilleure démarche étant de boycotter globalement le système de consommation, en limitant ses besoins et en achetant de préférence à des producteurs alternatifs (à découvrir dans les salons écolos).

PALLADIUM : CHAUSSURES PROPRES

Alors que de nombreuses marques de chaussures ont choisi de délocaliser dans le Sud où les salaires sont très faibles et la protection sociale nulle, Palladium a maintenu ses usines au Nord : 85 % de sa production est fabriquée en France. Avec 200 salariés, l'usine rachetée en 1991 par le groupe allemand Phoenix a misé sur la protection de l'environnement : boîte à chaussures non imprimées pour faciliter le recyclage (baisse de 65 % de la mise en décharge en deux ans), réutilisation des chutes de toiles, incinération en cimenterie des chutes de caoutchouc, modification de la composition des parties en caoutchouc pour faciliter le recyclage. En ce début d'année, Palladium lance une chaussure constituée à 80 % de matériaux recyclés, d'une durée de vie de trois à quatre ans. Ces chaussures pourront être ramenées au magasin en fin d'usage pour y être reprises et recyclées. Ces mesures entraînent un surcoût d'environ 10 %... mais permettent de bonnes ventes en Allemagne et dans les pays slaves où la fibre écologique est la plus développée. (source Courrier Cadres, 25 novembre 1994)

TERRE DE SEMENCE

Le Jardin botanique de la Mhotte existe maintenant

depuis trois ans. Il s'est fixé pour objectif de produire de multiples semences pour assurer le maintien de la biodiversité en commercialisant une multitude de graines de plantes peu connues. Il édite pour cela un catalogue "Terre de Semence" offrant près de 600 types de graines. Le Jardin est aussi un lieu pour l'accueil de personnes en difficulté. Enfin, une partie des bénéfices engrangés par la vente des semences ici doit permettre de fournir gratuitement ces mêmes semences aux pays plus défavorisés. Un document de présentation des lieux peut être demandé contre 24 F (+12 F de port) à : Terre de Semences, BP 2, 03210 Saint-Menoux, tél : 70 43 96 92.

PARIS : CANAL BIO

Depuis la mi-janvier, s'est ouvert à Paris un supermarché bio à l'Initiative de chômeurs et avec un financement alternatif : Canal bio. Objectif : offrir des produits bio à des prix les plus proches de ceux du marché traditionnel. Canal Bio, 46 bis, quai de la Loire, 75019 Paris, tél : (1) 42 06 44 44.

PARIS : UN TOIT POUR RADIO-LIBERTAIRE

Il n'y a pas que Silence qui cherche un toit, alors s'il vous reste encore un peu d'argent, n'oubliez pas Radio-Libertaire et le Monde Liber-

POUR UN AVENIR VIABLE
RÉDUISONS NOTRE CONSOMMATION D'ÉNERGIE
parmi les moyens pour y parvenir :
le réfrigérateur danois

Gram L.E.R. 200

la plus faible consommation électrique au monde

- **0,28 kW/h par 24 h** (appareil ordinaire : 1 à 2 kWh / 24 h)
- **Moins de 4 h de fonctionnement du moteur par 24 h** (grande espérance de vie) (contre environ 12 h pour un appareil ordinaire)
- **200 litres** et pas de freezer, le volume est entièrement disponible pour les aliments
- **Sans C.F.C.**

Prix : 4590 F livré en métropole.

Ets G. Nallet / Electroménager - Froid
Le Bois 86190 Béruges - Tél : 49 53 33 07

taire qui cherchent à réunir 400 000 F pour s'acheter eux aussi un local. Renseignements : Radio-Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

LOIRE : FETE DE MONTRAVEL

Le salon Baraban s'installe à la campagne pour sa quatrième édition et devient la "4ème fête de l'environnement et de l'agriculture biologique". L'édition 1995 se tiendra à Montravel, sur la commune de Villars, à 10 km de St-Etienne, les 13 et 14 mai. 70 stands aborderont les questions de l'agriculture, de la santé, de l'environnement, du tiers-monde, etc... Programme : Isabelle Villeneuve, tél : 77 32 92 90.

RHONE : FESTIVAL DU FILM SCIENTIFIQUE

La Maison des Jeunes et de la Culture d'Oullins organise le 9ème festival du film scientifique du 9 au 21 mars. On notera une intervention de l'ICRA et de la Ligue des Droits de l'homme sur le thème "Peuples en danger" (mardi 14 mars à 20 h 30), un film suivi d'un débat sur

le thème des déchets, le vendredi 17 mars à 18 heures (animé par des institutionnels et Rhône-Poulenc ! mais par personne du côté des associations !). Le samedi 18 est consacré à l'environnement avec une multitude de films d'entreprise et quand même la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature. Programme : MJC d'Oullins, 10 rue Orsel, BP 120, 69923 Oullins cédex

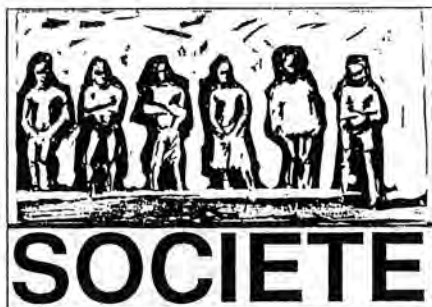
RHONE : FOIRE AU MIEL ET AUX PRODUITS BIO

La sixième foire au miel et aux produits biologiques se tiendra le dimanche 19 mars de 10 h à 19 h à la salle polyvalente de Chazay d'Azergues. Elle est organisée par Altern'Info, association d'informations du canton d'Anse sur les thèmes de l'écologie, du tiers-monde, de la non-violence, et les problèmes d'environnement social. Le thème de l'année sera "Les énergies renouvelables". Programme complet : Altern'Info, Abeillon André, 2 allée de Chiel, 69380 Chazay d'Azergues, tél : 78 43 02 19.

NICHOLAS GEORGESCU-ROEGEN

Nicholas Georgescu-Roegen est mort le 30 octobre 1994 à Nashville (Tennessee, USA), à l'âge de 88 ans. Il aura été un formidable dissident des doctrines économiques en introduisant les notions de bioéconomie à la base de la réflexion écologiste d'aujourd'hui. Reprenant les notions de thermodynamique, il insiste sur la dégradation des ressources naturelles (phénomène d'entropie) et critique les théories économiques qui considéraient jusque là les ressources naturelles comme inépuisables.

D'origine roumaine, mathématicien, il devient célèbre avec son livre fondamental "The Entropy Law and the Economics Process" reprenant en 1971 des articles publiés en 1966. En Français, il n'existe qu'un seul livre de lui "Demain la décroissance : entropie-écologie-économie" traduit et préfacé par Ivo Rens et Jacques Grinevald (publié en 1979 aux Ed. Marcel Favre, il devrait être réédité aux Ed. Sang de la Terre). Jacques Grinevald, philosophe suisse, avait réalisé un dossier à partir de ce livre dans le numéro 164 de Silence.



QUESTIONNAIRE JEUNES : RESULTATS BIDONS

Les jeunes avaient jusqu'au 30 août dernier pour répondre au questionnaire Balladur. Le gouvernement est décidément très efficace puisque le rapport analysant les 1,6 million de réponses était sur le bureau du 1er ministre le 24 août ! (source : la Vache Folle, décembre 1994)

PROGRESSION DE LA CONFEDERATION PAYSANNE

Alors que les syndicats ouvriers restent toujours aussi archaïques, dans le monde agricole, on peut observer depuis maintenant une vingtaine d'années à la montée en puissance de la Confédération Paysanne (issue pour partie des anciens paysans-travailleurs). Ce syndicat proche des écologistes rompt avec le dogme du productivisme, s'intéresse à l'environnement, s'ouvre à l'agriculture biologique et anime le débat sur les échanges Nord-Sud. Sa progression représente donc un espoir pour ceux qui cherchent un nouveau modèle de société. Les élections des représentants aux chambres d'agriculture du 31 janvier 1995 lui donnent 20,6 % des voix contre 18,1% en 1989. La Confédération paysanne est majoritaire dans trois départements : la Réunion, la Loire-Atlantique et le Finistère. La FNSEA, longtemps syndicat unique, continue sa baisse, passant de 64,1 % à 59,8 %. Le MODEF, pro-communiste, est en baisse (de 7,6 à 4,7 %). La Coordination Rurale apparue dans le débat sur Maastricht, proche de de Villiers, fait 12 %, doublant le score de l'ancienne FFA, fédération proche de l'extrême-droite.

LE TROU DE LA SECURITE SOCIALE

Le budget 1993 de la sécurité sociale était de 1200 milliards de francs... soit autant que celui du gouvernement. Mais, alors que le gouvernement accuse un déficit de 300 milliards que tout le monde a l'air de trouver normal, le déficit de la sécurité sociale n'était alors que de 110 milliards. A la même date, les comptes de la sécu montrent également que les retards dans l'encaissement des charges patronales atteignent 75 milliards. Le déficit réel est donc inférieur à 5 % du budget global. Enfin, rappelons que la sécurité sociale est un peu plus importante que

les dépenses pour les sous-marins-nucléaires dont le déficit est de 100 %. (source Rouge et Vert, 7 décembre 1994)

SAINT-ETIENNE : SOUVERAINS ANONYMES

A Montréal, au Québec, Mohamed Loffi réalise depuis 1990 une émission "Les Souverains anonymes" dont les studios sont dans la maison d'arrêt de la ville. Les prisonniers peuvent y participer sans aucun contrôle de l'administration. Plus de cent personnalités sont venues participer à ces émissions. Aujourd'hui, Radio-Dio, radio stéphanaise (89,5 Mhz) a décidé de retransmettre ces émissions, le deuxième et quatrième samedi du mois à 8 h 30. Les invités : Albert Jacquard (25 février et 11 mars), Jim Zeller (musicien, le 25 mars), Gaston Miron (écrivain, 8 avril), Hubert Reeves (23 avril et 13 mai), John Saul (écrivain, 27 mai)... Renseignements : Radio Dio, BP 59, 42002 Saint-Etienne cédex 1.

LYON : AU-DELA DU PERSONNEL

Le personnel est souvent perçu comme quelque chose de privé, de non-politique, une sphère spontanée, qui ne demanderait ni analyse rationnelle, ni évaluations. Pourtant une réflexion critique est nécessaire car cette sphère ne va pas de soi. Un groupe de réflexion cherche à se constituer à Lyon pour éditer une brochure sur ce sujet. Il lance un appel aux féministes, mouvements lesbiens et gays, anarchistes, gauche radicale... pour échanger des textes. Exemple de débat abordé : si je refuse une relation avec une personne d'une autre couleur de peau, je fais du racisme, mais si au nom de l'hétérosexualité, je refuse cette même relation avec une personne de même sexe, cela est très bien accepté par la société : n'est-ce pas du sexisme ? Pour en savoir plus : Au-delà du personnel c/o Léo Vidal, 1 montée des Carmélites, 69001 Lyon.

BOITES AUX LETTRES : ÇA BOUGE !

- Le 16 juin 1993, un facteur du Calvados est surpris en train de jeter dans l'herbe cinq cents prospectus publicitaires dont la distribution "l'ennuyait et alourdissait sa sacoche". Après une mise à pied de six mois, la Poste a porté l'affaire en justice, réclamant 8000 F de dommages et intérêts pour "atteinte à l'image de l'entreprise". Le tribunal, considérant que les prospectus ne sont pas une correspondance adressée à un tiers, a jugé l'infraction non constituée et a relaxé le préposé. Une quinzaine d'affaires similaires sont en attente de jugement pour la seule Basse-Normandie.
- Christian Collas, président de l'association Boomrang (association pour le recyclage des déchets) vient d'obtenir du ministère des Postes que sa boîte aux lettres soit épargnée par la distribution de toute publicité. Le ministère a réagi, excédé de recevoir des

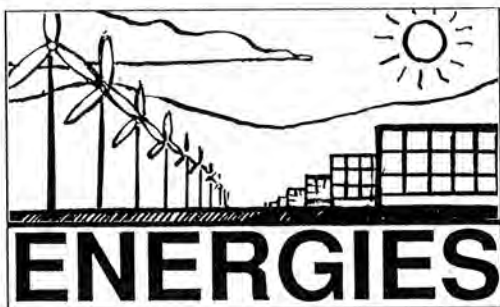
paquets de prospectus renvoyés par Christian Collas. Habitant à la campagne, c'est essentiellement la Poste qui encombre sa boîte aux lettres... Dans les grandes villes, la Poste ne gère que 40 % des publicités.

- L'association Résistance à l'agression publicitaire vient de lancer une campagne de pétitions reprenant les arguments contre la publicité dans les boîtes aux lettres. On peut obtenir cette feuille auprès de : **RAP, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : (1) 46 03 59 92.**
- Matignon a commencé à réagir aux paquets que vous lui adressez depuis l'appel lancé dans notre numéro 181. Vos textes sont renvoyés au Ministère de l'Economie qui pour le moment répond en conseillant de faire une demande auprès du Syndicat des entreprises de ventes par correspondance (60 rue La Boétie, BP 438.08, 75366 Paris cédex 08) pour être

rayé des échanges de fichiers... cette mesure est totalement insuffisante car la plupart des envois ne sont pas adressés par la Poste mais distribués anonymement. Cela peut quand même faire baisser de 5 à 10 % ce que vous recevez.

- Autre démarche à Lyon : après un contact avec la mairie, nous avons appris que la publicité gratuite est distribuée par une seule entreprise. Une personne de Silence a donc demandé à ce que sa boîte aux lettres soit épargnée. La société a répondu favorablement... mais concrètement, il ne s'est rien passé !

Vous pouvez donc continuer à adresser vos publicités à Matignon comme présenté dans notre numéro 181. Certaines postes n'appliquant la gratuité de l'envoi qu'aux lettres, n'hésitez pas à faire plusieurs envois d'un format "lettre".



PETITES PHRASES

"L'énergie la moins polluante est celle que l'on ne consomme pas. Il convient donc de définir les priorités d'une nouvelle politique de maîtrise de l'énergie". Edouard Balladur, 15 décembre 1994. Dommage qu'il ne soit pas premier ministre !

CALIFORNIE : ECONOMIES D'ENERGIE ET ENERGIES RENOUVELABLES

La compagnie électrique SMUD (Sacramento municipal utility district) est une

petite compagnie californienne qui dessert moins d'un million de personnes. Elle était propriétaire d'un réacteur nucléaire de 900 MW.

L'arrivée d'un nouveau directeur non-conformiste en 1989 a révolutionné le fonctionnement de cette compagnie d'électricité.

Celui-ci, s'appuyant sur des études sur les économies d'énergie, a montré qu'il coûtait moins cher à la compagnie d'acheter provisoirement de l'électricité à d'autres producteurs, de fermer le réacteur nucléaire et d'investir dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Il a ainsi

mis au point un programme d'aide qui prévoit le remplacement de 42 000 réfrigérateurs par des modèles plus économes, la plantation de 500 000 arbres devant les façades Sud (permettant d'éviter l'usage de la climatisation), l'achat de l'électricité à quatre installations industrielles fonctionnant en cogénération (productions d'eau chaude et d'électricité simultanées) et livrant de l'électricité à un prix deux fois moindre que celui de l'ancienne centrale.

Enfin, la compagnie a investi dans la construction d'une ferme éolienne de 50 MW et subventionne l'installation de micro-centrales photovoltaïques sur le toit des abonnés ainsi que le développement des véhicules électriques.

Un tarif "vert" a été mis en place : ce tarif volontaire est un peu plus cher mais la différence sert à financer les installations en énergie renouvelable.

Comme le dit le directeur, David Freeman, "Nous sommes à un moment de

ENERGIES RENOUVELABLES

Hors-série n°4 de Silence

Au sommaire : bois, biogaz, éoliennes, mur Trombe, plancher solaire direct, séchoirs, maison bioclimatique, photopiles, voitures solaires, cuisson solaire...

Rédaction coordonnée par Michel Bernard

Bon de commande page 39.

"l'histoire où l'industrie de l'électricité peut redorer son blason. Nous pouvons être l'organisation qui apportera un air plus pur à nos enfants et une vitalité économique à nos villes".

(source WWI, "L'Etat de la Planète 1994", Ed. La Découverte)

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, extraite de la revue "Le nucléaire détroné" (voir bon de commande en page 39)

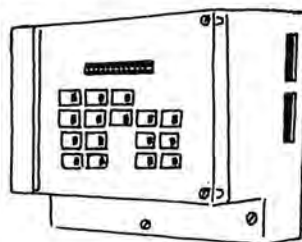
LA LIMITATION DE PUISSANCE 20 technologies pour changer l'énergie



Les tarifs de l'électricité comprennent une part fixe, liée à la puissance électrique souscrite, et une part variable, liée à notre consommation. Si les distributeurs ont choisi cette formule, c'est que leur intérêt est de nous voir consommer le plus constamment possible dans l'année. Un consommateur qui consomme exclusivement lors des pointes de l'hiver (cas de certains chauffages électriques d'appoint) coûte cher en nouvelles centrales à construire, ou en transformateurs supplémentaires, et rapporte peu au réseau. Une consommation constante, c'est l'intérêt du réseau, mais aussi celui du consom-

mateur, qui paye moins pour son abonnement. Les industriels l'ont compris depuis longtemps, qui gèrent souvent les démarrages de machines ou les procédés industriels de manière à minimiser la puissance souscrite. Un décalage d'un dixième de seconde dans le démarrage de deux appareils - invisible pour l'opérateur - limite considérablement la demande électrique de pointe. L'électronique récente permet aussi de limiter la puissance appelée par les particuliers. Déjà de nombreux appareils se programment pour utiliser au mieux la tarification. Il est désormais possible de programmer à l'avance le délestage de

certaines appareils, tandis que d'autres plus prioritaires (ordinateurs) restent bien sûr en service. En particulier, dans les zones rurales et périurbaines, cela peut économiser des centaines de millions aux communes, aux départements et à l'E.D.F., et surtout aux consommateurs.



LE SOLAIRE EN REGIONS FROIDES

Depuis 1984, le GERES, groupe énergies renouvelables et environnement, conduit un projet cofinancé par la commission des communautés européennes, le ministère des affaires étrangères français, le CCFD, comité cahto-

nement en nourriture et la protection contre le froid sont des soucis constants pour la population de 40 000 personnes. On y pratique une agriculture irriguée. L'armée indienne représente une partie importante de la population car l'état est une zone stratégique

Dans les régions de montagne, le soleil représente une source d'énergie très intéressante. Les expériences menées en Inde pourraient servir d'exemple en de nombreux autres lieux... au Sud comme au Nord.

lique contre la faim et pour le développement, et en liaison avec une organisation non-gouvernementale indienne, le Lion's Club de Leh. Ce projet porte sur l'utilisation des énergies renouvelables pour améliorer les conditions de vie au Ladakh, une vallée de haute altitude de l'Himalaya, au Nord-Ouest de l'Inde.

Ces vallées comprises entre 3500 m et 4500 m d'altitude couvrent près des deux tiers de l'Etat de Jammu et Kashmir. C'est une région particulièrement froide : en janvier, mois le plus froid, la température moyenne est de -19°C à Leh, la capitale. L'approvision-

enclavée entre la Chine et le Pakistan. Le tourisme ne s'y est développé que récemment.

Chaque famille vit dans une maison construite en terre et en bois ou en pierre selon le niveau de vie. Quel que soit ce dernier, il gèle toujours à l'intérieur des maisons en hiver. Il y a très peu de bois disponible pour le chauffage et la chaleur dégagée par les bouses de yak pour la cuisson n'est jamais suffisante pour apporter un minimum de confort.

Or le soleil y brille 320 jours par an. Le projet du GERES a donc consisté à introduire un "mur solaire" de technique très

simple, adapté au contexte local. Des réalisations distinctes ont été mises en place dans des domaines distincts. Une soixantaine de maisons ont été équipées et quelques unes ont même bénéficié de chauffe-eau solaires rudimentaires placés dans le mur solaire. Un mur solaire couplé à un chauffage du sol par les fumées d'un foyer bois extérieur (système Hamam) a été mis en place pour assurer une ambiance chaude et hygiénique dans une salle d'opération et une salle d'accouchement. Une centaine de serres agricoles ont également été réalisées. Enfin, des poulaillers solaires ont été développés alors que jusque-là la température nécessaire à l'élevage provenait de chauffage au fuel.

Habitat avec mur solaire

Le mur solaire est orienté le plus possible face au soleil (donc au Sud dans l'hémisphère Nord). Il comprend un mur de briques crues séchées de 30 x 15 x 15 cm posées transversalement par rapport au plan du mur (soit un mur de 30 cm de large). Les joints entre les briques sont faits avec de la terre pour éviter la circulation d'air. La face extérieure est peinte en noir mat. La peinture est réalisée avec un mélange de colle, de noir de fumée et d'eau selon une recette locale. Sur ce mur est monté un châssis en bois dont les lattes de 5 x 15 cm sont encastrées de moitié dans le mur et dépassent donc de 7,5 cm. Le bois est traité à l'huile de vidange. Ce châssis sert de support à des vitres posées en double vitrage, espacées de 1,25 à 2,5 cm selon les baguettes de soutien. Ces baguettes doivent être soigneusement posées pour empêcher la pénétration de la poussière tout en laissant du jeu au verre pour que celui-ci puisse se dilater sous l'action de la chaleur. Le prix de revient est de l'ordre de 5000 F pour un mur de 12 m².

L'épaisseur du mur a été choisie pour assurer un décalage de huit heures entre le moment où il reçoit la chaleur et le moment où il chauffe. Pour permettre la trans-



Maison avec mur solaire (toutes les photos sont du GERES)

mission de la chaleur vers l'intérieur de l'habitat, il est indispensable que l'épaisseur du mur soit constituée d'une seule brique.

Par rapport à un mur Trombe (1), les ouvertures permettant la circulation d'air ont été supprimées. Tout d'abord parce que les habitations étant peu occupées pendant la journée, il ne sert à rien de les chauffer. Ensuite parce que la région est très poussiéreuse et que la circulation d'air provoquerait une rapide opacification des vitres, ce qui diminuerait les performances énergétiques. Enfin, il faut penser à fermer ces ouvertures la nuit et à les ouvrir le matin. Il a été choisi une structure passive sans intervention de l'habitant.

Solarisation de l'hôpital de Leh

D'août à octobre 1987, le GERES a réalisé la solarisation de la salle d'opération et de la maternité du Sonam Norbu Memorial Hospital de Leh. Il s'agissait d'y maintenir en permanence une température supérieure à 15°C, sans risque de pollution par la poussière

ou les gaz de combustion d'un poêle à bois ou à fioul, et à moindre coût. Il fallait que le système proposé soit compatible avec une désinfection rapide du local.

La méthode retenue combine à la fois la technique du mur solaire vue précédemment et celle du hammam qui consiste à chauffer au bois le sol et les murs d'une salle (ici la salle d'opération), ainsi qu'un ballon d'eau chaude qui sert à la fois de radiateur et de réserve d'eau pour les besoins chirurgicaux. Le mur solaire permet d'assurer une température minimale de 12 à 15°C. Le foyer de type hammam sert d'appoint quand c'est nécessaire ou pour élever la température à 20°C au moment des interventions chirurgicales.

La salle d'opération a été limitée à 4 m de profondeur pour profiter au mieux du mur solaire. L'ensemble du bâtiment a été fait avec des murs doubles de briques crues séchées (30 cm de brique + 10 cm d'air + 30 cm de brique). Le toit a été soigneusement isolé. Le mur sud est entièrement recouvert de vitres. Le bâtiment comporte un sous-sol de 1,20 m de hauteur dans

lequel est placé un foyer ouvert situé dans un coin nord. Une porte permet son alimentation en bois. La fumée circule sous le plancher constitué d'une dalle en pierre de 5 à 8 cm d'épaisseur. La fumée s'évacue par deux cheminées de 30 x 30 cm placées au sud, diamétralement opposées. Au-dessus, la salle d'opération se trouve au Sud derrière le mur solaire. Au Nord, se trouvent deux petites salles de stérilisation dont une contient le chauffe-eau. Celui-ci est simplement posé sur le sol juste au-dessus du foyer.

Avant, la salle était chauffée par un poêle à bois. Pour des raisons de stérilisation, il fallait monter le poêle avant l'opération, chauffer la pièce, démonter le poêle, stériliser la pièce et opérer. Résultat : la température avoisinait les 5°C en hiver pendant les opérations. Avec le nouveau système, la température moyenne pendant les opérations est de 15°C alors que la consommation de bois a été divisée par 50 ! Le montage et démontage du poêle n'étant plus nécessaire, cela a permis de doubler le nombre d'opérations.

(1) Voir une réalisation d'un tel mur dans le hors-série de Silence sur les énergies renouvelables.



Hôpital solaire de Leh

Concrètement, le mur solaire fonctionne seul dix mois sur douze et le feu est maintenu en sous-sol pendant tout janvier et février. Un chargement de quelques bûches de bois matin et soir est suffisant.

Le coût total de l'opération a été d'environ 50 000 F. La méthode est reproductible chaque fois que l'on veut avoir des températures constantes et élevées dans une atmosphère propre.

Mur solaire pour poulailler

En hiver, la principale route est fermée et les familles doivent vivre en autosubsistance. Il a donc été décidé de mettre en place un poulailler solaire pour une production d'œufs et de volailles. Ce bâtiment comprend en plus d'un mur solaire, deux panneaux en double vitrage sur le toit orientés

sud et inclinés à 50° par rapport à l'horizontale. L'inclinaison a été calculée pour bénéficier au maximum du soleil hivernal.

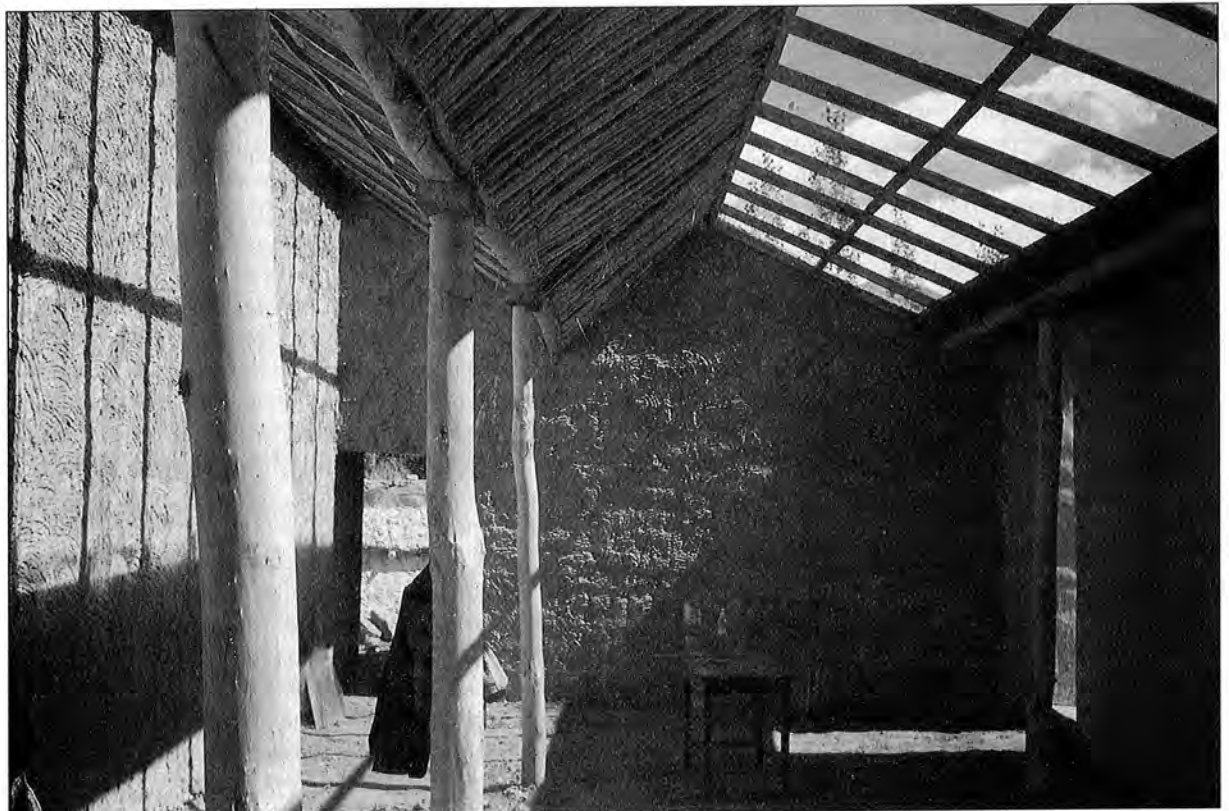
A l'exception du mur solaire, les autres murs sont réalisés en double épaisseur (comme pour l'hôpital ci-dessus).

En hiver, le chauffage est assuré à la fois par le mur solaire et par les doubles vitrages du toit. Le rayonnement solaire passant à travers ce toit vient frapper le mur Nord qui stocke la chaleur en journée et la restitue la nuit. En intersaison, il est possible de tirer des rideaux sur les vitrages du toit. En été, du fait d'une avancée de toit, le mur solaire reste à l'ombre la majeure partie de la journée et les rideaux sur le toit évitent que l'on ne dépasse la température maximale admissible 28°C. Les rideaux ont été confectionnés en récupérant des couvertures de l'armée indienne.

Pour un poulailler de 65 m² de surface captante totale, le coût de revient est d'environ 25 000 F.

Auparavant, le propriétaire de ce poulailler avait un bâtiment d'élevage classique qu'il devait chauffer au fioul onze mois

Poulailler solaire



sur douze. Sa consommation de fioul lui revenait à 11 000 F par an et ne permettait pas d'avoir une température supérieure à 8°C en janvier. Le taux de mortalité des poussins était alors de 90 %.

Avec le nouveau bâtiment, la température en janvier a été assurée à 20°C avec un appoint au fioul de 1320 F. Le reste de l'année, la température moyenne a été de 22°C sans appoint. Le taux de mortalité est tombé à 10 %.

Serre solaire agricole

Une centaine de serres solaires ont été réalisées pour permettre la production de plants maraîchers de printemps. Les productions agricoles sont essentiellement le blé, l'orge et les légumes en cultures irriguées. Elles sont en grande partie auto-consommées. Le surplus est commercialisé. L'armée ne peut trouver sur place de quoi assurer sa nourriture.

Les serres sont toutes construites sur le même modèle : une façade nord avec un mur double en briques adossé si possible à un remblai en terre pour l'isoler.

Sur la façade sud, un simple vitrage incliné à 60° sur les 2/3 inférieurs et 35° sur le tiers restant repose sur un muret, celui-ci évitant les pertes par conduction dans le sol. Les façades Est et Ouest sont vitrées sur le tiers Sud de la serre et comportent côté Nord soit une porte soit une fenêtre ce qui assure la ventilation passive.

Le vitrage est recouvert d'un isolant (toujours les vieilles couvertures) pendant les nuits d'hiver.

Lorsque la serre est en plein champ, une pièce servant d'abri de jardin est construite côté nord pour augmenter l'inertie thermique de l'ensemble. Le coût de revient pour une serre de 20m² est de 6000 F.

Ces serres permettent d'obtenir des plants deux mois plus tôt qu'en pleine terre et donc d'avoir deux récoltes de légumes en plein champ pendant l'été (oignon, carotte, tomate...).



Serre solaire plein champ

Une maîtrise de la technique à exploiter

Après dix ans de fonctionnement, ces installations ont prouvé qu'elles étaient fiables. Le GERES s'attache aujourd'hui à la mise en place d'autres projets en Chine (au Xinjiang), dans quatre états du nord de l'Inde, en Mongolie. Des études sont également en cours dans l'Atlas en Afrique du Nord, dans les Cordillères des Andes en Amérique du Sud...

En France, le solaire s'est le plus développé en Savoie où ensoleillement et froid rendent l'utilisation de l'énergie solaire

très rentable. Dans les pays du Sud, le même phénomène s'observe et de nombreuses possibilités s'offrent en utilisant les ressources locales.

Michel BERNARD

Contact : GERES, 73 avenue Corot, 13013 Marseille, tél : 91 70 92 93.

Pour en savoir plus lire "Le chauffage solaire dans les régions froides" ed. GRET, 213 rue La Fayette, 75010 Paris, 1994, 190 p., 95 F (voir pages Livres)

Ecole rurale solarisée





ENVIRONNEMENT

FRANCE-NATURE-ENVIRONNEMENT : ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale de France-Nature-Environnement, fédération des associations de protection de la nature, se tiendra à Paris le 25 mars. Peut-être l'occasion de lancer la grande campagne contre les bouteilles en plastique, conformément aux engagements de 1990. Renseignements : France-Nature-Environnement, 57 rue Cuvier, 75231 Paris cédex 05. Tél : (1) 43 36 79 95.

DIESEL, TAXE ET CANCERS

L'augmentation ridicule des taxes sur le diesel (4 centimes contre 33 sur l'essence sans plomb) va encore favoriser ce moteur surtout développé en France. Ce moteur est très critiqué car contrairement au moteur à essence qui ne produit que des gaz, il libère des poussières d'hydrocarbures. Alors que les gaz ne restent pas dans nos poumons, les poussières s'y fixent et sont cancérigènes. Mais les cancers mettront longtemps à apparaître. Pendant ce temps, le gouvernement cède une nouvelle fois au lobby routier. Un gouvernement courageux non seulement mettrait le diesel au même prix que l'essence (comme c'est le cas en Suisse) mais profiterait de la manne financière pour financer l'entretien des chemins de fer.

HALTE AUX MOTONEIGES !

"L'utilisation à des fins de loisirs, d'engins motorisés conçus pour la progression sur neige est interdite", article 3 de la loi du 3 janvier 1991. Malgré cela, 43 sociétés de loueurs existent

en France. La motoneige, d'utilisation dangereuse, perturbe par son bruit les habitants mais aussi les espèces animales en recherche de nourriture pendant l'hiver, en période de reproduction en fin de saison hivernale. Les phares du véhicule facilitent le braconnage. Plusieurs associations demandent une application réelle de la loi et ont lancé une pétition à ce sujet. Contact : FRAPNA-Savoie, Collectif Halte aux motoneiges, 20 rue Croix d'Or, 73000 Chambéry, tél : 79 85 31 79.

PNEUS : REGOMMAGE PLUS ECOLOGIQUE

Il est souvent possible de remettre de la gomme sur les pneus usagés. Cela permet de réutiliser la structure

porteuse et donc d'être plus économique (30 à 40 % moins cher) et plus écologique (l'usure de la gomme ne représente que 15 % du poids du pneu). Mais ce procédé reste assez peu utilisé : 6 % des pneus en Suisse, 20 % en France et en Allemagne, 30 % en Italie. Pourtant la technique est au point : la compagnie d'aviation Swissair utilise jusqu'à 7 fois le même pneu. Une norme de qualité a été mise en place en Allemagne assurant une garantie de sécurité identique au pneu neuf. (source : "J'achète mieux", mai 1994)

ALSACE : RECYCLAGE DES PNEUS

Le conseil régional d'Alsace vient de mettre au point une collecte sélective des

pneus usagés. Cette collecte a la particularité d'être payante : 10 F pour un pneu de véhicule de tourisme, 13,50 F pour celui d'une camionnette, 39 F pour celui d'un camion. Cette somme correspond au coût du traitement. Les pneus sont collectés dans les garages et envoyés ensuite sur deux sites : l'un à Illkirch-Graffenstaden, près de Strasbourg et un autre à Rixheim (près de Mulhouse) où ils sont déchiquetés par un broyeur pouvant traiter 10 tonnes à l'heure.

Ainsi déchiquetés, deux usages sont possibles. En priorité la réalisation d'un revêtement élastique ayant deux utilisations actuellement : réalisation de sols pour les salles de sport ou sous-couche des routes en terrain meuble.

Le reste est incinéré dans une cimenterie. En 1993, l'opération a d'abord été gratuite et a permis de récupérer plus de 4500 tonnes de pneus.

Depuis 1994, la collecte est payante et cela n'a pas ralenti le processus : le niveau de collecte atteint fin 1994 près de 250 tonnes par jour ! (source : L'Est Républicain, 12 novembre 1994)

VALLEE D'ASPE : MANIFESTATION LE 8 AVRIL

Quatre enquêtes publiques viennent de se dérouler dans la Vallée d'Aspe pour préparer le tracé de la future voie rapide. Ainsi sur les 36 km de la vallée, 8 ont déjà été "rectifiés" et 18 vont pouvoir l'être à la suite de ces enquêtes. Il reste 10 km pour lesquels la DDE n'a pas encore rendu public les tracés possibles. Mais maintenant tout le monde se réveille sur place en comprenant les enjeux qui sont en jeu ! Non seulement, ce sera bien une voie rapide, mais un nouvel aspect vient d'être révélé : le fameux axe autoroutier E7 prévu dans la vallée a été choisi pour éviter que les poids lourds transportant des matières dangereuses continuent à passer par la côte basque fortement peuplée !

Alors qu'au niveau européen, un vote au Parlement a demandé de suspendre le financement des travaux tant qu'une enquête publique portant sur l'ensemble du projet n'aura pas été faite, au niveau local, le réveil est difficile : les habitants se rendent compte que les premiers opposants n'avaient pas exagéré le projet : c'est même encore pire que ce qu'on pouvait imaginer. La nouvelle voie de 11 m de large passera à travers les champs, déjà peu nombreux en fond de vallée, il faudra lacérer les flancs de montagne pour dégager la place nécessaire : la vallée sera complètement détruite, mutilée. Commerçants et artisans jusqu'alors favorables au passage de plus de voitures dans la vallée viennent de comprendre qu'ils ne verront que les nuages de fuel des camions qui passeront sans s'arrêter. Même si ces personnes sont parfois de droite, voire de droite toute, leur revirement tardif peut permettre de bloquer définitivement le projet. C'est pourquoi une nouvelle vague de manifestations est prévue dès les beaux jours : une première manifestation est organisée à Bedous le 8 avril contre "les couloirs à camions" et la coordination autonome des Comités Somport appelle ensuite à un camping sur place (c'est le début des vacances de Pâques) pour une "résistance active, non-violente, artistique et humoristique". Une fête est organisée les 2-3-4 juin pour le dixième anniversaire du gîte de la "Goutte d'eau", siège des irréductibles opposants au tunnel. Enfin, un appel est lancé pour l'occupation du site pendant l'été avec deux dates : une assemblée générale des Comités Somport les 8 et 9 juillet et une manifestation le 14 juillet pour la "prise du Somport".

Renseignements : CSAVA, La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 59 34 78 83.

PARIS : MANIFS A VELO

Chaque premier samedi du mois, les cyclistes se retrouvent à 14 h à la Bastille pour une manifestation à thème et à chaque fois dans un arrondissement différent. Le samedi 4 mars, ce sera dans le XXème arrondissement. Une manifestation spéciale est déjà prévue le 3 juin pour intervenir au cœur de la campagne des élections municipales. Contact : Ecolo-J, 107 av. Parmentier, 75011 Paris., tél : (1) 42 00 33 61 ou 43 25 06 23.

CHERBOURG : GREENPEACE

Greenpeace France vient d'ouvrir sa première antenne locale en France, à Cherbourg. Pourquoi cette ville ? C'est à Cherbourg que convergent les convois de déchets nucléaires du monde entier à destination de la Hague, et d'où repartent les stocks de plutonium. Cette antenne locale permettra de faire de la sensibilisation au niveau local et donc de mobiliser en cas d'actions importantes contre la prolifération nucléaire. Contact : Greenpeace Cherbourg, 3 rue Louis Aragon, 50130 Octeville. Tél : 33 93 28 00.

NARBONNE : BARRAGE ET INONDATION

Sous prétexte d'éviter les dégâts des crues, un barrage a été construit en amont de Narbonne. En octobre des pluies importantes ont pourtant provoqué l'inondation de la ville (200 000 m3 et 80 cm d'eau)... car le barrage risquait de céder et il a été décidé de le laisser se vider en partie. Le maire de la ville a porté plainte. (source : Sauve-Gardon la Borie, décembre 1994)

AUVERGNE : DECHARGE DE CLASSE I

Les actuelles décharges pour les déchets industriels dangereux sont toutes pleines à craquer et l'Etat cherche de nouveaux sites. Bizarrement, alors que ces décharges sont présentées comme étant sans risque, les prospections se font

RASSEMBLEMENT EUROPEEN CONTRE LE CANAL RHIN-RHONE BESANÇON - 1ER ET 2 AVRIL



Le 30 novembre dernier, alors que les régions Rhône-Alpes et Bourgogne avaient retiré de leurs budgets les subventions allouées au projet, le gouvernement, obsédé par la politique de "grands travaux créateurs d'emplois", a voté une loi sur l'aménagement du territoire qui devrait assurer le financement du projet de liaison à grand gabarit Rhin-Rhône.

Ce projet, qui traîne depuis maintenant près de 25 ans, dévasterait plus de 100 km de la vallée du Doubs, détruisant les écosystèmes, l'hydrologie et l'environnement paysager pour laisser place à un long tube de béton plein d'eau et d'écluses.

Tous les spécialistes des transports s'accordent pour dire que cette liaison fluviale aurait des retombées économiques extrêmement faibles et que la rentabilité des travaux ne sera jamais assurée. Cet aménagement digne des pires erreurs des régimes staliniens, coûterait plus de 25 milliards de francs aux contribuables.

Au hit-parade de la connerie, ce projet se trouverait en bonne place aux côtés de Superphénix ou de notre armement nucléaire.

Pour éviter que le projet se concrétise, les multiples associations regroupées au sein de Saône et Doubs Vivants appellent à une manifestation européenne le week-end du 1er et 2 avril à Besançon. Le samedi devrait être consacré à un forum sur la liaison Rhin-Rhône et sur les transports en général. Le soir, un concert sera plus particulièrement destiné aux jeunes. Une manifestation de rue aura lieu le dimanche à 11 h. Un appel est lancé aux associations pour qu'elles aident à hauteur de 500 F à l'organisation de ce rassemblement.

Pour y participer :

- Coordination générale : Saône et Doubs Vivants, BP 19, 69126 Brindas, tél : 78 45 40 46.
- Organisation locale : CLAC, comité de liaison anti-canal, 51 quai Veil Picard, 25000 Besançon.

toutes dans les coins les plus ruraux. Si vraiment, il n'y a pas de risques, vu le nombre d'usines abandonnées dans les zones industrielles, pourquoi ne pas stocker ces déchets sur place au lieu d'aller défigurer un site rural et de risquer l'accident lors des multiples trajets ? Une association s'est constituée en Auvergne pour lutter contre un tel projet en plein Bourbonnais : CRI, Mairie, 03160 Saint-Aubin-le-Monial.

LYON : CONTRE LA VOITURE NUCLEAIRE

Chaque dernier vendredi du mois, le regroupement pour une ville sans voiture organise une manifestation à vélo et autres roulettes sur un thème particulier. Le vendredi 21 mars, le thème sera "voiture électrique : la fausse "bonne" solution". Mis à part le bruit, la voiture électrique ne résoud aucune des autres nuisances de la voiture : coût, agressivité,

encombrement, obstacle à la convivialité des villes, accidents, consommation excessive d'énergie, discriminations sociales. De plus, elle augmente la pollution avec le plomb et l'acide des accumulateurs, de nouveaux déchets radioactifs, sans parler des risques d'accidents nucléaires. Contact : Regroupement pour une ville sans voitures, 20 rue Cavenne, 69007 Lyon, tél : 72 07 08 91 ou 72 00 80 97.

MATERIALISME, MECANISME ET IMPERIALISME

Comme je le soulignais dans "Entre Réduction et ouverture" (n° 174, 175 et 176 de Silence), la perte de mémoire du mouvement social est l'un de nos plus grands handicaps. Illustration immédiate de cette déficience,

"matérialisme" ont été très utiles pour chasser les vieux obscurantismes et sont encore sympathiques aujourd'hui. Mais ces idées étaient-elles vraiment "matérialistes" ? Et n'est-il pas vrai que nombre de matérialistes mécanistes se sont aventurés à inventer

exclusif, sectaire et borné, je ne le suis déjà plus. Après tout, peut-être suis-je moniste, c'est-à-dire que je reconnais ce que nous apportent l'observation et l'expérience tout en considérant que c'est bien insuffisant et que je ne peux pas me passer d'hypothèses.

Il n'est pas indifférent de rechercher les origines du délire productiviste qui met en péril la vie évoluée. Cela peut aider aussi à faire le point sur le mouvement alternatif.

D'ailleurs, ne sont-ce pas les hypothèses qui font avancer la connaissance ? D'accord avec Han Ryner, "J'ai des besoins poétiques et, parmi eux, des besoins métaphysiques. Cet univers dont la science ne saisit que des fragments, j'aime rêver son ensemble et ses profondeurs" (1).

La définition des dictionnaires d'hier et d'aujourd'hui règle le sort du matérialisme en une phrase pas plus longue et moins claire que celle que j'avais proposée. Le mécanisme est "la doctrine qui soutient qu'il n'est pas d'autre substance que la matière". Mais qu'est-ce donc que "la matière" ?

Les mêmes dictionnaires décrivent la matière comme la substance qui constitue les corps, est l'objet d'intuition dans l'espace et possède une masse mécanique.

Longtemps, l'inertie, l'étendue et la masse furent les attributs de la matière. Cette perception se cristallisa, au XVII^{ème} siècle, avec Galilée, Newton et Descartes, en un système de pensée limitant la nature à un ensemble d'interactions mécaniques entre des corps solides. Avec les recherches de ces deux derniers siècles, les attributs de la matière

quelques alternatifs se sont vivement émis de ma dénonciation du matérialisme mécaniste. Ainsi, cette doctrine ne serait pas seulement l'apanage des productivistes dominateurs de droite et de gauche puisqu'il se trouve des écologistes et des libertaires parmi ses sectateurs. Mais comment ceux-ci font-ils pour organiser leur pensée ? Car, enfin, n'y a-t-il pas une certaine incompatibilité entre la vision du monde proposée par le matérialisme mécaniste - et ses conséquences - et l'ouverture écologiste ?

Mon premier mouvement a été de me remettre en question. Après tout, il est vrai que des idées qui ont été rangées sous l'étiquette

et encourager des idées fausses qui ont pesé lourd dans la suite des événements ?

Matière ?

Tout d'abord, les frontières du matérialisme sont floues et mon attitude à son égard peut dépendre de la définition qui en est donnée. Si un matérialiste dit que seul ce qui est mesurable et quantifiable existe, je le trouve un peu limité et m'en éloigne. Si l'on admet que le matérialisme recouvre toutes les recherches s'efforçant à l'objectivité, alors je me sens en sympathie avec cette idée. Mais, si le matérialisme se fait

(1) L'Encyclopédie Anarchiste, page 1456. Ce grand travail de réflexion publié en 1934 a été dirigé par Sébastien Faure.

ne résistèrent pas longtemps. Il y eut de moins en moins de matière dans "la matière" et de plus en plus d'incertitudes dans les têtes. Le temps fut reconnu, le déséquilibre thermo-dynamique et l'entropie également. On entreprit de fractionner l'étendue jusqu'à découvrir des particules de masse nulle au repos (photons, neutrinos, gravitons...). Les dimensions se multiplièrent : quatre avec la théorie gravitationnelle d'Einstein, dix avec la théorie des supercordes, davantage pour d'autres théories.

Maintenant, rejoignant la conception platonicienne d'une matrice communautaire dénuée de toute forme, les physiciens voyagent dans des espaces étranges peuplés de particules virtuelles et éphémères, et d'ondes immatérielles. "La matière" n'est plus qu'un phénomène à la surface d'un "océan frémissant" (2) sur la nature duquel tout le monde s'interroge. Han Ryner, dans l'Encyclopédie Anarchiste, soulignait déjà que "Nous ne connaissons que des phénomènes. La substance nous est inaccessible et certains philosophes dits phénoménistes nient son existence ou la négligent comme les matérialistes nient l'existence de l'esprit, comme des idéalistes (au sens métaphysique) nient l'existence de la matière. Si, avec le sourire du XVIIIème siècle, ou avec la rigueur positiviste, nous opposons métaphysique et sagesse, nous répéterons volontiers avec Voltaire : "Les sages auxquels on demande ce que c'est que l'âme répondent qu'ils n'en savent rien ; si on leur demande ce qu'est la matière, ils font la même réponse"". Et, du spiritualisme au matérialisme, Han Ryner range dans la métaphysique toutes les dissertations sur la substance.

Comme beaucoup de matérialistes d'aujourd'hui, encore tétanisés par la peur d'un retour du spiritualisme, un autre auteur de l'Encyclopédie Anarchiste identifie le matérialisme à toute l'aventure de la connaissance. En cela, il faisait déjà l'impasse sur beaucoup de connaissances de son époque... à moins de croire que "matérialisme" soit un mot vide dans lequel

on peut tout mettre, y compris ce qui est incompatible avec sa définition historique. Le matérialisme pourrait-il se renier en abandonnant l'idée de substance massive et en acceptant que les propriétés de la matière puissent rivaliser avec celles de l'esprit ? Pourrait-il se distendre jusqu'à englober l'univers revisité par la relativité générale de la théorie quantique ? Le pourrait-il dans la tête de quelques-uns, et pour tous les autres, il continuerait d'évoquer une substance étendue, inerte et massive ordonnée par des relations purement mécaniques.

Matière et manipulation

Chargés de sens comme ils sont, "matière" et "matérialisme" ne sont pas, ne sont plus des mots innocents. Ayons garde d'oublier qu'ils ne font référence qu'à une ancienne spéculation sur les niveaux d'organisation du microcosme. Le concept de matière et la doctrine matérialiste se sont figés quand les définitions se sont faites trop limitées pour pouvoir inclure les découvertes ultérieures, surtout en ce qui concerne l'émailleur de la connaissance du vivant.

L'évolution a construit par addition, coopération et symbiose de multiples niveaux d'organisation de plus en plus complexes.

Chaque niveau a sa structure propre qui est différente de celle du niveau qui participe à sa construction comme de celle du niveau englobant. C'est pourquoi l'image d'une imaginaire structure élémentaire qui fournirait une clé pour comprendre toute chose est incongrue par rapport à l'univers subtil et dynamique des interrelations qui construisent la vie.

Comment penser l'information, le holisme, le chaos et la complexité tout en pensant "matière" ? Est-ce moins gênant pour l'appréciation de la beauté et des satisfactions procurées par les échanges d'informations et de sympathie, ce "flux immatériel" dont parle le bioéconomiste Nicholas Georgescu-Roegen.

Croyez-vous que quelqu'un qui pense "univers matériel dont il faut se diviser les parts" soit prédisposé à comprendre quelque chose à la convivialité ?

Obnubilé par le palpable, le pondérable, les apparences, les contours, le matérialisme prépare mieux à soupeser, estimer, calculer, thésauriser. C'est bien pourquoi l'acception la plus commune de "matérialisme" désigne l'attachement aux biens matériels, aux possessions sans partage.

Certains ont beau parler de "matière vivante", cela évoque moins l'extraordinaire complexification à l'œuvre dans le vivant, le

(2) Hubert Reeves, "L'heure de s'enivrer", Ed. Seuil.

LES METIERS DE L'ÉCOLOGIE

Hors-série n°6 Coédition Silence / A Faire

Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs pour créer leur emploi. En effet, il existe de nombreux métiers nouveaux ou abandonnés qui ont un intérêt écologique et qui peuvent s'avérer des filières porteuses d'avenir pour peu que l'on réfléchisse à la méthode de travail, que l'on développe la solidarité et que l'on s'appuie sur une certaine éthique.

Au sommaire : l'environnement, l'agriculture biologique, la santé, l'éducation, le social, les énergies renouvelables, la coopération Nord-Sud, l'édition, les finances alternatives... 40 reportages.

Rédaction coordonnée par Michel Bernard

108 pages, nombreuses illustrations.

Bon de commande page 39.



développement de la sensibilité, de l'intelligence, de la pensée et de l'amour, que la réduction de la nature en "matières premières".

Les mots comme les idées ont une histoire et un âge. Quand les dogmes simplistes imposés par l'église et l'aristocratie étaient très présents et que les connaissances semblaient fragiles, l'ancrage dans la doctrine matérialiste mécaniste a pu paraître utile pour prévenir un retour de l'irrationnel.

En somme-nous encore là ? Pourquoi vouloir à tout prix recourir à des références dépassées dans le contexte actuel ? Ne serait-ce pas pour exercer une réduction sur la culture et la pensée ?

Pour ceux qui veillent à détourner et désespérer toute aspiration à l'émancipation pour défendre l'ordre de la domination, c'est évident.

Mais il y a aussi les victimes des précédents, braves gens égarés par un langage fort peu cohérent avec leur désir et qui sont tout prêts à soupçonner des pires vices celui qui veut dénoncer l'équivoque qui les pousse vers leurs prédateurs. Car la volonté peut se mettre au service d'une mauvaise cause si la pensée est troublée ou impuissante à bien formuler le sentiment.

Les mots et les images subjectives auxquelles ils renvoient influent sur le regard que l'on porte sur le monde. Mal choisis, ils peuvent transformer la perception des choses et, par là-même, la façon d'être et les options politico-économiques. Il peut suffire que l'esprit s'imprègne d'une mauvaise définition pour que le projet divorce du bon sens et que l'illusion du conscient se perde dans l'irrationnel. *"Qui a le droit d'être libre, qui se sent le droit de réclamer à la société les conditions d'existence qui lui permettront de se vouer, s'il le veut, au travail d'une libération intérieure, celui-ci a également le devoir d'exercer cette liberté car si l'esprit ne se mobilise pas contre l'inertie du langage au sein de sa propre parole, il est en risque de voir les stéréotypes verbaux pén-*

trer ses démarches les plus intimes, usurper les motivations, décider pour lui - en bref, faire de lui une chose, ce qui mettrait fin à notre aventure sur cette terre" (3).

Quelle émancipation ?

Qu'il soit même permis de douter de la fonction émancipatrice du matérialisme mécaniste en son temps puisque la dite émancipation a été trop souvent espérée au prix de nouvelles soumissions. S'ils ont aidé à répudier la métaphysique des anciens maîtres, les matérialistes ont, en effet, intronisé de nouvelles divinités. Au Dieu arbitre de l'éthique, dispensateur de récompenses et de punitions, ils ont substitué l'Homme-Dieu (sur le modèle préféré de la bourgeoisie occidentale), puis l'Etat, puis le Progrès (matériel), puis le marché avec sa "main invisible", etc... Des ogres qui ont bien vite suscité d'autres églises, aristocraties et cultes.

S'il y a bien eu une réelle émancipation de la pensée, c'est bien plutôt aux prémices de la culture conviviale qu'on le doit. Elle a été l'œuvre de chercheurs qui ne sont pas très en cour auprès de nos bien-pensants, comme tous ceux qui se sont opposés à quelque domination que ce soit, mais aussi parfois d'une partie de la pensée de gens qui, par ailleurs, jetaient les bases du matérialisme mécaniste : d'où les nombreuses confusions.

Mais les ouvertures ont été trop modestes, trop incomprises ou trop réprimées pour empêcher l'avènement du nouvel obscurantisme. L'anthropocentrisme est devenu religion et, avec cette idée, le divorce a été consommé entre les hommes et la nature. Celle-ci, qui même dans les religions monothéistes devait être respectée comme création de Dieu, a été dégradée au niveau d'un vulgaire stock d'objets sans liens entre eux dont l'exploitation intensive devait permettre un progrès illimité.

Ainsi, les idéologies matérialistes et mécanistes créaient les mythes qui, en entravant pour

longtemps l'ouverture sur la complexité, en autorisant un affranchissement de plus en plus poussé par rapport à l'économie des sociétés humaines et de leurs écosystèmes, allaient servir à l'édification de l'économisme et de l'empire de la marchandise. *"C'est ainsi que l'idée généralement admise qu'on se fait de la matière conduit la Société à la domination de la force et de l'arbitraire et non à celle de la raison et de la justice qui sont nécessaires à la vie sociale et à la manifestation de la liberté"* (Elie Soubeyran dans l'Encyclopédie Anarchiste, page 1477).

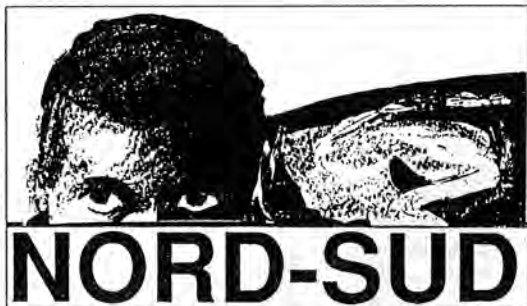
Le réductionnisme matérialo-mécaniste, avec ses prétentions totalisantes, nous menace en effet de la domination la plus totalitaire : celle des spéculateurs et des technocrates. *"Le libre arbitre sur lequel repose l'idée de choix individuel, la notion corrélatrice de responsabilité qui fonde la possibilité du droit, le sentiment de l'émotion partagée sans laquelle la relation humaine perd son sens, sont parmi les valeurs qui ont désormais abandonné tout espoir raisonnable de garder droit de cité à l'intérieur de la description scientifique de la nature. Cette description s'imposant comme le paradigme général pour l'appréhension culturelle du monde chez l'homme occidental, l'éthique se voit privée de l'assise théorique qui pourrait agir comme garde-fou en cas de menace d'appropriation institutionnelle des déterminants biologiques du comportement"* (4).

Plutôt que l'émancipation, la métaphysique matérialiste mécaniste a servi la domination sur les hommes, sur les sociétés et sur la nature. Que des gens qui se disent écologistes et libertaires jugent favorablement cette doctrine illustre la grande faiblesse de l'échange d'informations et d'idées, voire son refus, et, à la fois cause et conséquence, la presque inexistence de la convivialité dans le petit mouvement alternatif français.

Alain-Claude GALTIE

(3) Yves Bonnefoy, "Entretiens sur la poésie" (Poésie et Liberté), Ed. Meicure de France.

(4) Michel Bitbol, "L'élision", introduction à "L'Esprit et la matière" d'Erwin Schrödinger, Ed. Seuil. Comme Edouard Goldsmith dans "Le défi du XXIème siècle", Michel Bitbol ne dénonce que la "description scientifique" impérialiste, celle qui donne l'illusion "de la possibilité d'un remplissement complet du champ de la connaissance par les savoirs objectifs (...)".



NORD-SUD

BRESIL : BARRAGE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Le 7 janvier 1995, une cinquantaine de membres de la police militaire de l'Etat de Roraima, état de l'extrême-nord du pays, ainsi que sept soldats, ont expulsé

400 membres de la communauté indigène Macuxi. Neuf Indiens ont été blessés. Cette opération intervient alors que commencent à 500 mètres de la zone d'élevage de la communauté indienne, les travaux de construction d'un barrage hydroélectrique sur la rivière Cotingo.

Le 14 janvier, environ 170 Indiens Macuxi sont revenus sur place et ont recommencé à travailler leurs terres. Une douzaine de militaires sont alors revenus et 14 Indiens ont été blessés, des coups de feu ont été tirés.

Le 18 janvier, les chefs du village ont demandé à être reçus par les autorités militaires qui leur ont simplement répondu que la zone leur était interdite. Le 19 janvier, les Indiens ont saccagé la piste d'atterrissage des hélicoptères de l'armée. Le projet remonte à 1992 et les Indiens avaient fait savoir depuis 1993 leur opposition à ce projet de barrage.

Electrobras, la compagnie d'électricité, affirme que les vallées noyées ne priveront de terre que 45 Indiens, d'autres études chiffrent le nombre à

3400... mais les Indiens affirment que la retenue d'eau gênera la chasse d'environ 9000 Indiens. Ils demandent l'application de la nouvelle constitution du Brésil, qui prévoit qu'à partir d'octobre 1993, les territoires indiens soient placés sous l'autorité des Indiens eux-mêmes. Les Indiens Makuxi avaient déjà été maltraités par l'armée en 1994 lorsque celle-ci était venu aider les chercheurs d'or repoussés par les Indiens... alors que la prospection minière est interdite sur les territoires indiens.

Amnesty International et Survival ont lancé des appels qui demandent d'écrire au Ministre de la Justice : Ministro da Justiça, Sr Nelson Jobim, Esplanada dos Ministerios, Bloco 23, 70064 Brasília, DF, Brésil.

DOCUMENT ACCABLANT

Dans un document retrouvé à Kigali, Efreem Rwabalinda, chef d'Etat-Major des forces armées rwandaises, à l'origine des massacres, résume le soutien qu'il a reçu lors d'une visite effectuée à Paris entre le 9 et le 13 mai 1994, un mois après le début du génocide. Il a été reçu par le général Jean-Pierre Huchon, chef de la mission militaire du ministère de la coopération, qui était jusqu'en 1993 le n°2 de l'état-major de l'Elysée. Ce dernier lui a dit : "Il faut sans tarder fournir toutes les preuves prouvant la légitimité de la guerre que mène le Rwanda, de façon à retourner l'opinion internationale en faveur du Rwanda et pouvoir reprendre la coopération bilatérale". Le document indique également le soutien obtenu : armes, logistique, instructions, actions "coups de main", recours à des troupes étrangères (régulières ou non), matériel de communication cryptée. (source : Colette Braeckman dans son livre "Histoire d'un génocide", Ed. Fayard)

MITTERRAND AU SECOURS DE LA DICTATURE

François Mitterrand est personnellement intervenu pour recueillir en France la veuve du président rwandais Agathe Habyarimana qui, à son arrivée à Paris, a bénéficié d'une aide du ministère de la coopération de 200 000 F. Celle-ci a ensuite organisé avec l'Elysée un curieux rapatriement "humanitaire" : 60 enfants d'un orphelinat étaient accueillis à Paris... accompagnés de 34 "accompagnateurs". Après enquête, il s'avère que ces accompagna-

teurs sont d'anciens membres de la garde présidentielle qui ont massacré les sept employés de l'orphelinat pour prendre leur place. (source : Survie)

LA FRANCE CONTROLE L'HUMANITAIRE

L'ancien gouvernement rwandais s'est réorganisé pour prendre le contrôle des camps de réfugiés. Ceci se fait avec le secours du gouvernement français. Ainsi Jérôme Bicumupaka "ministre des affaires étrangères du gouvernement rwandais en exil" s'est vanté d'avoir été reçu officiellement en France, début novembre. On y partagerait son point de vue sur le contrôle des camps de réfugiés par ce "gouvernement" (source : Libération du 23 novembre 1994).

LA FRANCE LIVRE DES ARMES

Surprise pour les associations humanitaires en ouvrant des lots de médicaments fournis par des entreprises françaises aux camps de réfugiés. Ils ont découvert des munitions diverses. Ce genre de paquet-cadeau à destination du "gouvernement en exil" serait le fait des services de la DGSE (contre-espionnage français). Boutros Boutros-Ghali a enfoncé le clou le 21 novembre dernier : "Au besoin par la force, ils (les responsables de l'ancien régime) s'assurent que les réfugiés ne rentrent pas au Rwanda (...). Il y a des raisons de croire que ces éléments préparent une invasion armée du Rwanda et qu'à cette fin, ils stockent et vendent la nourriture qui leur est distribuée". (source : Nations-Unies).

RWANDA

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Il semble que le FPR au pouvoir ne soit pas non plus un exemple de vertu. Une enquête menée par l'association Agir pour les Droits de l'Homme et par l'observatoire international des prisons, en novembre 1994, a permis de recueillir directement des témoignages d'arrestations arbitraires et de disparitions, d'emprisonnement dans des lieux de détention non destinés à cet effet. Des cas de tortures ont été rapportés sans que les rapporteurs puissent confirmer ces allégations. Dérapages ou reprises des mêmes pratiques que le gouvernement précédent ? Pour en savoir plus : Agir pour les Droits de l'Homme, 31 cours Emile Zola, 69100 Villeurbanne, tél : 72 44 24 99.

UNIVERSITE DE PAIX

Fin octobre à Kigali, le nouveau gouvernement, aidé par des associations des droits de l'homme et la Fondation pour le progrès de l'homme, ont réuni 250 personnes d'horizons très divers pendant une semaine pour rechercher les moyens de la reconstruction et de la réconciliation nationale. Une trentaine d'invités venus de Colombie, du Zimbabwe, d'Afrique du Sud, du Cambodge et de Palestine ont rapporté leurs expériences dans la construction de la paix.

PETIT ROBERT REVISIONNISTE

L'édition 1995 du Petit Robert écrit sur le Rwanda : "En avril 1994, le FPR abattit J. Habyarimana à bord de son avion et lança une vaste offensive marquée par des massacres et la

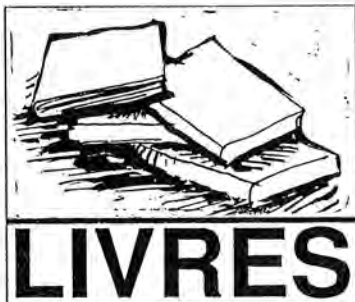
fuite de millions de personnes dans une zone de sécurité mise en place par la France (opération Turquoise, Juin 1994) et au Zaïre". Le célèbre dictionnaire oublie tout simplement de dire que ce n'est pas le FPR qui a fait les massacres mais le gouvernement alors en place... Bel exemple de manipulation de la vérité pour faire plaisir au gouvernement français sans doute.

ROLE DE L'EGLISE

Comment expliquer cette haine entre Hutus et Tutsis ? Par l'éducation ? Dans ce cas-là, il faudra s'interroger sérieusement sur le rôle de l'église catholique qui, à l'exception de 15 écoles dépendant du gouvernement, contrôlait l'ensemble de l'enseignement au Rwanda et au Burundi depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Dans les écoles catholiques, la ségrégation entre enfants Tutsis et Hutus a été la règle depuis vingt ans. Même si des prêtres ont effectivement tenté de s'interposer au moment des massacres, ce sont des initiatives individuelles : l'Eglise ayant toujours été de connivence avec l'Etat rwandais et avec le gouvernement français. (source : Croissance, novembre 1994)

LA DESINFORMATION FRANCAISE

Selon Bernard Debré (Le Monde du 29 décembre 1994) si la France a du mal à accepter le nouveau gouvernement c'est parce que "le gouvernement de Kigali est un gouvernement de Tutsis anglophones venus de l'Ouganda". La composition du gouvernement actuel est de 14 Hutus sur 22 ministres qui parlent entre eux la langue locale, le kinyarwanda. 18 d'entre eux ont comme seconde langue le français et 4 seulement l'anglais. (source Survie, février 1995)



LIVRES

LE CHAUFFAGE SOLAIRE DANS LES REGIONS FROIDES

du GERES, groupe énergies renouvelables et environnement

Ed. GRET, 213 rue La Fayette, 75010 Paris
1994 - 190 p. - 95 F

Lorsque l'on pense aux pays du Sud, on pense souvent pays chauds. Pourtant, il existe des exceptions notables : les hauts plateaux de l'Himalaya (Tibet, Chine, Inde, Népal...), la Cordillère des Andes ou l'Atlas Marocain où si l'ensoleillement est généreux, les températures peuvent descendre très bas.



Dans ces zones où la végétation est rare, les conditions de vie sont très difficiles et l'un des problèmes rencontrés est celui de l'énergie. Le GERES, bureau d'études de Marseille, travaille maintenant depuis plus de dix ans sur ce problème et ses réalisations ont maintenant suffisamment d'années de fonctionnement pour en faire un bilan. De manière extrêmement pédagogique, ce livre présente avec de nombreux plans et de multiples courbes, comment l'énergie solaire permet de chauffer des habitations, des écoles, des hôpitaux, des serres de jardinage ou des poulaillers. Par rapport à

certains ouvrages sur le solaire, celui-ci montre bien l'importance de la méthodologie suivie : prise en considération des problèmes locaux, des impératifs culturels, des matériaux disponibles, des besoins de formation... De l'énergie solaire que fonctionne ! MB.

MARTIN LUTHER KING Contre toutes les exclusions

de Vincent Roussel
GANDHI
La sagesse de la non-violence

de Jean-Marie Muller
DIETRICH BONHOEFFER
Victime et vainqueur de Hitler

de Georges Hourdin
Ed. Desclée de Brouwer
1994 - entre 120 et 140 p. - 60 F chacun

Martin Luther King, pasteur américain, a su mener à bien de nombreuses luttes contre la ségrégation aux Etats-Unis pendant les années 1960. Gandhi a réussi à obtenir l'indépendance de l'Inde et la reconnaissance des droits des Indiens en Afrique du Sud entre 1906 et 1948. Dietrich Bonhoeffer était un pasteur allemand qui s'est très vite révolté contre le national-socialisme. Point commun de ces trois hommes : ils sont tous les trois morts de mort violente, les deux premiers assassinés et le troisième pendu par le régime nazi. Ces trois livres marquent le début d'une collection sur les personnes qui ont eu une action non-violente importante. Dans le livre sur Martin Luther King, Vincent Roussel, par ailleurs responsable de la revue Non-Violence Actualité, fait un portrait très militant du pasteur noir. Il s'intéresse en effet plus aux mécanismes à mettre en œuvre pour mener une lutte non-violente victorieusement qu'à la philosophie du personnage. A l'opposé, Jean-Marie Muller ne décrit la vie de Gandhi

qu'en quelques pages s'intéressant plus aux valeurs de celui-ci. Il montre bien comment cet engagement dans la non-violence, s'il a un côté spirituel fort, ne peut se rattacher à aucune religion : Gandhi, chercheur de vérité, a toujours su garder ses distances avec les églises.

Le troisième livre sur Dietrich Bonhoeffer aurait dû nous permettre de mieux connaître ce pasteur opposé à Hitler, à sa prétention à une race supérieure, à la création d'une église chrétienne allemande. Malheureusement, l'auteur, journaliste catholique, se perd dans les méandres de la théologie. Si des chapitres entiers sont consacrés à la foi de Bonhoeffer, on a du mal à trouver ce qu'il a fait concrètement. L'auteur diverge complètement sur ses propres préoccupations et est hors-sujet pendant la moitié de l'ouvrage.



Si les deux premiers volumes sont tout à fait recommandables, Dietrich Bonhoeffer ne sortira pas de l'anonymat avec le troisième. MB.

PLAIRE AUX VACHES

de Michel Ots
Ed. Atelier du Gué,
11300 Villelongue d'Aude
1994 - 122 p. - 60 F

Le titre interpelle tout de suite : ce livre n'est pas un livre d'"élevage" mais bien un livre pour vivre avec les vaches. Loin des livres techniques d'"exploitation du cheptel domestique", Michel Ots, néo-rural, vivant avec un troupeau de vaches depuis de nombreuses années, a réalisé dans ce livre un recueil de ses connaissances sur ses relations avec les vaches. Passionné d'agriculture biologique, adepte de

l'homéopathie, l'auteur traite de l'essentiel dans un style très littéraire. Même si vous n'avez jamais l'intention d'aller vous lancer dans la vie rurale, penchez-vous sur ce livre plein d'humour qui se dévore comme un roman d'amour. FV.

DES ECOLES DIFFERENTES ET AUTRES LIEUX

de Roger Auffrand
Ed. AIE, 29 rue Davy,
75017 Paris
1994 - 350 p. - 145 F

Cette quatorzième édition du guide des écoles différentes est toujours aussi intéressante : on y trouve tout ce qu'il faut pour comprendre ce que sont les pédagogies différentes et la présentation des écoles est de plus en plus fouillée, ce qui permet aux parents intéressés de se faire déjà une idée très correcte des possibilités offertes par chaque établissement et de l'"esprit" qui y règne. Roger Auffrand n'a pas l'intention d'aligner toutes les écoles : il ne parle que de celles qui ont répondu à son questionnaire, ce qui suppose un projet pédagogique clair et éclaire les initiatives trop farfelues.

La partie guide est complétée par des articles sur différents sujets. On relèvera une traduction fort intéressante sur ce qu'est devenue la célèbre école de Summerhill en Grande-Bretagne. Si vous avez envie de créer une école dans votre coin, vous y trouverez toutes les contraintes administratives à respecter et où se situe légalement votre liberté. Enfin, si seulement quelques centaines de familles le font, il faut savoir que l'on peut choisir d'instruire soi-même sa progéniture... sans passer par une école. Dans sa préface, Roger Auffrand,



au langage riche en couleur, dénonce les fausses réformes d'une école qui n'a jamais osé redéfinir le projet de l'éducation nationale, qui se contente de faire des jeunes bien dociles pour le système actuel. En conclusion, il met en garde contre les "gourous" qui entraînent les enfants dans des aventures qui peuvent faire rêver (écoles itinérantes) mais qui ne représentent certainement pas un projet éducatif. Pratique et instructif. MB.

RAPPORT 95 SUR LE RACISME, L'EXTRÊME-DROITE ET L'ANTISEMITISME EN EUROPE

du CRIDA, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
1994 - 290 p. - 49 F

Le CRIDA, centre de recherche, d'information et de documentation antiraciste, a

été créé en 1993 afin de rendre accessible une information précise sur l'état du racisme en France et en Europe. Ce livre est le premier rapport publié par le centre. Dans une première partie, on trouve une analyse pays par pays, dans la seconde quelques articles plus "transversaux" sur des sujets d'actualité : les droites extrêmes au Parlement européen, les coordinations européennes, le mouvement anti-fasciste, la Nouvelle Droite, la sociologie du racisme en Europe. La première partie est fort inégale : il manque une grille de travail pour que les différents auteurs traitent les pays selon les mêmes critères. Les articles de la deuxième partie sont par contre fort intéressants car ils montrent bien les méthodes de l'extrême-droite. En particulier, dans l'article sur la Nouvelle Droite, on découvrira combien de nombreux intellectuels et mouvements

se font piéger : infiltration d'initiatives comme la lutte du Somport ou la marche AC I, publication de textes dans des revues d'extrême-droite entraînant des conversions pour le moins bizarres (comme l'islamologue Bruno Etienne que l'on retrouve dans des universités d'été d'un de ces mouvements). Un livre que toutes les associations et militants devraient avoir sous le coude pour éviter des voisinages fâcheux. MB.

ET ILS PERIRONT TOUS

de Gilbert Prinçay
Ed. Barre-Dayez,
148 rue Amelot, 75011 Paris
1983 - 70 p.

Ce recueil de poèmes est entièrement consacré à crier l'horreur de la guerre. Certains textes sont très durs, parfois lancinants. En ces temps de précarité et de SDF, on relèvera tout particulièrement le poème intitulé "Le Vieux est mort" qui rap-

pelle que pendant que certains meurent de faim et de froid, nos élus continuent imperturbablement à voter les crédits militaires. A déguster à raison d'un poème après chaque journal télévisé... pour se remettre les idées à l'endroit. FV.

BELLES LETTRES, BELLES PLANTES

de Raymond Billon
Ed. Vague Verte,
80460 Woignarue
1994 - 48 p. - 59 F

Ce livre se termine par cette citation de Jules Renard : "Ecrire est une façon de parler sans être interrompu" et c'est un peu l'impression que donnent les textes de ce livre. Il cite aussi Antoine de St-Exupéry : "on touche à la perfection dans la mesure où l'on enlève tout ce qui n'est pas nécessaire". Si on le faisait, il ne resterait pas grand chose de ce livre. Dommage. FV.

Le livre du mois

MOI, MA SANTE

De la dépendance à l'autonomie

de Serge Mongeau

Ed. Ecosociété (Québec)

1994 - 190 p. - 70 F (diffusion Silence)

Lorsque nous parlons de "santé" nous entendons trop souvent "maladie". Ce livre vient à point pour rappeler ce qu'est la santé et comment tout faire pour la conserver. Serge Mongeau, ancien médecin et aujourd'hui éditeur, à travers onze articles, aborde la santé de la manière la plus écologique, qui soit : plutôt que d'attendre de devoir guérir quelqu'un d'une rhinite, peut-être pouvons-nous dès aujourd'hui chercher à éviter cette allergie à la pollution de l'air en rejoignant les associations qui luttent pour les transports en commun et pour le vélo. Plutôt que d'attendre de devoir suivre un régime, peut-être devrait-on s'interroger dès aujourd'hui sur la qualité de la nourriture qui nous est servie et tout faire pour promouvoir l'agriculture biologique. Plutôt que d'attendre d'avoir à suivre des séances de sport pour maigrir, peut-être est-il plus facile de mettre en place aujourd'hui quelques comportements simples pour garder son corps en forme : laisser tomber les véhicules pour les courtes

distances et se déplacer à pied. Une demi-heure de marche à pied par jour est un excellent remède. En partant à chaque fois d'une question de santé, Serge Mongeau entraîne le lecteur dans le domaine du politique. Après un tour d'horizon englobant les facteurs de longévité, la nourriture, l'entretien du corps, le temps de vivre par opposition au stress, la lutte pour un environnement sain, la définition de ce que devrait être le travail, Serge Mongeau se penche alors seulement sur la maladie et la médecine.

Concernant la maladie, Serge Mongeau s'interroge sur son origine car si nous sommes en permanence dans un bain de microbes, nous ne tombons malades qu'à certains moments de la vie. Il met donc en avant la grande importance qu'il faut attribuer à la psychologie : la maladie est une alarme qui signifie que consciemment ou non, quelque chose ne va pas dans notre vie. Si nous nous contentons de soigner la maladie sans modifier notre mode de vie,

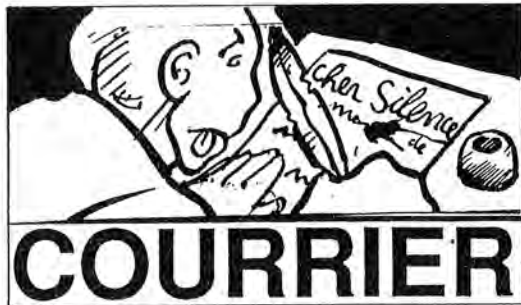
tout laisse à penser que nous retomberons malade. Si dans la non-violence, le conflit peut servir de base à un nouveau départ dans la relation avec autrui, de même dans la maladie, Serge Mongeau pense qu'elle peut servir de point de départ pour modifier sa relation avec soi-même.

totallement la prévention et surtout les causes de ces maladies. Si les traitements résorbent la maladie, en fait, ils ne font bien souvent que cacher les symptômes d'un mal plus profond (lieu de vie pollué, conditions de travail pénibles, problèmes relationnels...) et même les thérapies alternatives ne s'attaquent pas toujours à ces questions. Avec ce fonctionnement, et les intérêts financiers qui sont en jeu, il ne faut pas s'étonner si de plus en plus de personnes sont dépendantes de leur médecin. Conséquences aggravantes, la plupart des médicaments prescrits ont des effets secondaires et en masquant les symptômes d'une maladie, on peut en déclencher une autre. Serge Mongeau termine donc son livre en poussant le lecteur à agir par lui-même, à apprendre à se connaître, à agir contre les facteurs destructeurs de santé... bref, en adoptant un mode de vie actif et écologique. Enfin un livre qui analyse la santé de manière politique !

Ce livre est tellement bien que nous sommes en négociation avec l'auteur (et éditeur) pour en reprendre de larges extraits dans Silence. MB.



Alors quel est le rôle de la médecine ? Sans remettre en cause la médecine d'urgence (épidémie, accidents...), l'auteur analyse les ambiguïtés du corps médical. Celui-ci, presque entièrement tourné vers le traitement des maladies (80 % de l'activité médicale) néglige



Nous comptons environ dix pages de retard de courrier, merci de patienter...

FUSION ET FISSION NUCLEAIRE

(...) Pourquoi ne parle-t-on pas plus souvent de la fusion nucléaire pour remplacer la fission, plus dangereuse ? Pourquoi ne s'intéresse-t-on pas à l'utilisation de la pesanteur comme énergie permanente et gratuite ? On utilise déjà les chutes d'eau, on doit pouvoir le faire pour d'autres matériaux. (...)

Pierre VERAN
Alpes Maritimes.

Silence : la fusion nucléaire n'a qu'un avantage sur la fission, elle utilise une source d'énergie extrêmement abondante. Pour le reste, elle présente les mêmes dangers : production de radioactivité (essentiellement des gaz), elle nécessite d'énormes installations et favorise donc un état centralisateur, d'énormes capitaux... Et jusqu'à maintenant, elle ne marche qu'en théorie. Avec les milliards engloutis dans la recherche pour la fusion, on aurait pu développer d'autres sources d'énergie. Quant à la fameuse pesanteur comme source d'énergie, il s'agit dans le cas de l'eau d'une récupération partielle de l'énergie solaire qui a provoqué l'évaporation de l'eau... et à notre connaissance, il n'y a pas d'autre cycle gaz-liquide qui fonctionne comme l'eau.

TOMBOLA TOMBE A L'EAU

Je suis surpris du bilan de "Un toit pour l'écologie" : Silence facture les frais d'insertion pour une annonce dont le but profite à la revue ! Etait-ce prévu au départ ? 8200 F d'heures supplémentaires : se faire payer des heures sup (et à quel prix) quand on participe à un travail militant, là encore "faut en avoir".

Concernant la tombola, je pense avoir lu dans Silence ou bien est-ce ailleurs - des critiques de loto et autre PMU. C'est vrai : c'est une escroquerie. Mais demander 100 balles pour des billets de tombola, n'est-ce pas se foutre de la gueule du monde ? (...) Un rêve que la tombola tombe à l'eau...

Cela m'amène à poser des questions : qui êtes-vous ? Qui fait quoi ? Qui est qui ? A qui appartient tel ou tel pseudonyme ? Qui sont les permanents de Silence ? Combien gagnent-ils ? Pour combien d'heures hebdomadaires ? Et les autres, quelles sont leurs ressources et profession ? Sans se prendre pour le centre du monde, il est bon de situer les choses, par rapport à soi, et

sa propre vie. La critique radicale c'est bien, mais est-ce que ça fait avancer le schmilblick ? (...) Didier SANGALLI
Paris

Silence : nous aimerions bien passer quelques lignes dans la revue expliquant que nous avons besoin d'argent et spontanément, les chèques arriveraient quand le besoin s'en fait sentir. Malheureusement, cela ne marche pas. Alors, il faut bosser, organiser des opérations style tombola ou autres, qui ne soient pas trop con (des lots en rapports avec nos idées pour la tombola)... Cela coûte cher et demande du temps et donc effectivement, cela mange une partie des fonds. Les sommes facturées par Silence sont celles de l'insertion d'une feuille supplémentaire (qu'il faut bien payer !), quant aux heures supplémentaires, c'est la seule solution que nous ayons trouvée pour "motiver" quelqu'un à s'intéresser à ces questions de tric qui barbent tout le monde.

Sur "quel sommes-nous", nous avons publié un long article sur le sujet dans un ancien Silence repris dans le hors-série sur "Les métiers de l'écologie" et qui explique bien les côtés alternatifs de notre démarche. Pour répondre exactement aux questions posées ci-dessus, il y a deux salariés (Michel Bernard

et Michel Jarru) à 5500 F net pour 27 h 30 par semaine. Michel Jarru assure la gestion, Michel Bernard la rédaction (rédaction des brèves, coordination des articles). Les professions des autres ? Dans l'ordre de l'ours (pavé légal) (en sautant les doubles) : dessinateur industriel, ingénieur physique, prof de français, comptable, artiste sur vitraux, mère au foyer, retraité EDF, libraire, étudiant, journaliste, prof d'économie, prof de français, permanent associatif, universitaires (6 fois), dessinateurs (2 fois), maquettiste, petits boulots, assistante maternelle, sage-femme, ouvrier, douanier, comptable (2 fois), enquêteur INSEE, régisseur salle de spectacle, journaliste, permanent associatif.

TOMBOLA ET CHOIX DES LOTS

Vous devriez par quelques explications simples montrer l'importance du choix des lots dans une tombola. Car si les tombolas se pratiquent de plus en plus, que faut-il penser des lots du Secours populaire qui, ne remettent rien en question, au contraire : voiture offerte par Seat, voyage avec Air

France, séjour à Disneyland, ordinateurs IBM, téléviseurs, micro-ondes, etc... La tentation pour ces objets des firmes commerciales ne contribue-t-elle pas à faire des enfants malheureux ? Il y en a marre que cette solidarité honnête de la part du citoyen soit utilisée pour continuer à faire tourner cette société créatrice de pauvres. Danielle BUCHS
Haute-Savoie

Silence : Nous avons parfaitement conscience de ce problème et c'est pourquoi les lots offerts ont été choisis avec des partenaires avec qui nous avons déjà travaillé. Tous sont présents dans les salons écoles. Arvel est spécialisé dans le voyage social avec rencontre avec les habitants, à l'opposé des tour-opérateurs traditionnels, le frigo offert est celui qui consomme le moins d'énergie actuellement disponible sur le marché (environ 3 fois moins que le frigo moyen vendu en France). Ardelaine a fait l'objet de plusieurs articles dans Silence (voir Hors-série sur les métiers de l'écologie) pour sa réussite à restaurer la filière laine, en fonctionnant en autogestion, en favorisant le développement local, en respectant l'environnement. Les jeux offerts sont des jeux conçus par une société dont le fondateur est un militant écologiste de longue date.

CANDIDAT : 50 ANS ÇA SUFFIT !

(Sur l'air du Déserteur)
Monsieur le candidat, si vous voulez ma voix, Sachez que la relance me laisse indifférent
Mon père est licencié, mon frère est fin de droits.
Ma sœur au RMI
Ma mère, sacrifiée, a trimé toute sa vie :
Grâce à mon bac + 7, j'suis enfin CES !

Monsieur le candidat,
Compétitivité ou conquête des marchés,
Croissance gain d'productivité
J'ai eu le temps d'observer :
C'est restructurations, délocalisations,
Automatisation et puis concentration.

J'ai bien roulé ma bosse et partout j'ai pu voir
Les forêts saccagées, les rivières polluées,
La planète bousillée pour l'commerce extérieur
Plan d'ajustement, programmes de développement
Qui font crever le Sud et basculer le Nord ;
Monsieur le candidat, ma décision est prise
D'la guerre économique je m'en vais désertier

Monsieur le candidat, tu prétends gouverner,
Mais le Fonds Monétaire fe fait rentrer sous terre,
Et v'la qu'la Banque Mondiale prétend faire du social
Qu'avec votre OMC c'est aux transnationales
Que vous livrez le monde pour des parts de marché.

Alors le candidat, tu veux toujours ma voix ?
Dégolne ton programme mais sache que j'ai compris
Et j'ai beaucoup d'amis au Nord comme au Sud
Qui n'ont plus rien à perdre sauf l'amour de la vie
Entends-tu candidat : 50 ans, ça suffit !

Ecoropa
24 rue de l'Ermitage, 75020 Paris.

Je m'abonne :

1 an Particulier	12 n°	220 F	_____
1 an Dom-tom et étranger	12 n°	270 F	_____
1 an Institution	12 n°	440 F	_____
1 an Soutien	12 n°	300 F et +	_____
2 ans Petit futé	24 n°	380 F	_____
1 an Groupés par 3 ex.	36 n°	570 F	_____
1 an Groupés par 5 ex	60 n°	850 F	_____
1 an Petit budget	12 n°	190 F	_____

Je m'informe :

Hors-série

Paris Dakar : Pas d'accord	25 F (franco de port)	_____
La menace climatique	30 F (franco de port)	_____
Radioactivité, les faibles doses	30 F (+ 8 F de port)	_____
Energies renouvelables	30 F (+ 8 F de port)	_____
Les métiers de l'écologie	70 F (+15 F de port)	_____
Du chômage à l'autonomie conviviale	30 F (+ 8 F de port)	_____

Livres

Le soleil à votre table	89 F (franco de port)	_____
La liberté de circuler	70 F (+15 F de port)	_____
Nucléaire ? Non merci	75 F (+15 F de port)	_____
Le nucléaire détrôné	30 F (+12 F de port)	_____
Séphastoche, mon premier cuisinier	36 F (+12 F de port)	_____
Superphénix : le dossier	30 F (+12 F de port)	_____
Quelle écologie radicale ?	70 F (+15 F de port)	_____
Pour un pays sans armée	75 F (+15 F de port)	_____
Pour que demain soit	75 F (+15 F de port)	_____
L'écophilosophie ou la sagesse de la nature	75 F (+15 F de port)	_____
Deux roues, un avenir	75 F (+15 F de port)	_____
Moi, ma santé	75 F (+15 F de port)	_____
L'Ecologie politique	75 F (+15 F de port)	_____

Brochures

Un cuisinier solaire facile à faire	20 F (+ 5 F de port)	_____
Construire une cuisinière solaire	20 F (+ 5 F de port)	_____

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM : Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 4 rue Bodin, 69001 Lyon

PSD ET HABITAT SAIN

Dans l'encart "quelques notions d'habitat sain" (n°183), il est écrit "pas de chauffage par dalle chauffante (donc pas de plancher solaire direct !)". Je ne sais pas de qui est la parenthèse, du centre de Baubiologie ou du rédacteur de Silence, mais je signale que le chauffage PSD n'utilise pas de tuyaux métalliques mais du polyéthylène réticulé (en tout cas dans les bonnes installations !).
Yves RENAUD
Ain

Silence : ce que remet en cause l'habitat sain, ce ne sont pas les tuyaux mais la circulation de l'eau jugée mauvaise. Une solution proposée est de mettre en sous-sol une énorme masse d'eau qui augmente l'inertie du bâtiment... mais qui surtout ne bouge pas.

ESPERE : SUITE

Suite à votre article paru dans Silence n° 185-186 de janvier 1995 à propos de notre association Espère, j'use de mon droit de réponse pour vous signaler d'abord des erreurs matérielles : l'Atelier du Trénel ne porte pas le nom de son quartier qui est celui du Viguière à Carcassonne. Cet atelier vend principalement dans la région proche, et non en région parisienne, comme vous l'avez écrit.

Par ailleurs, vous reproduisez, sans vérification aucune, un propos selon lequel la première année d'Espère aurait surtout servi à former les animateurs. Je vous signale que lesdits animateurs avaient auparavant suivi huit mois de formation et de préparation du projet et que, de plus, deux d'entre eux sur trois ne sont pas des néophytes en matière de formation.

Vous nous reprochez d'utiliser des fonds en provenance du Conseil Général sous prétexte que cela imposerait des conditions particulières à l'insertion des stagiaires. Mais d'une part ceux-ci sont tout à fait libres de choisir leur métier et leur lieu d'habitat comme ils le souhaitent. D'autre part, il serait fort regrettable que les fonds prévus pour la formation des ayant-droit au RMI soient utilisés à d'autres fins, ou ne soient pas utilisés du tout, pour satisfaire à votre besoin de pureté ! Nous regrettons que votre légitime souci de creuser une réalité au-delà des apparences et des déclarations vous ait entraîné sur la voie d'une critique systématiquement négative et d'affirmations non contrôlées. *
Pour Espère
François de RAVIGNAN
Aude.

Silence : il est étonnant que vous ayez ressenti cet article comme négatif alors que nos lecteurs nous ont écrit plusieurs lettres pour nous dire leur plaisir à lire cette expérience... qui pour une fois donne la parole à ceux qui en bénéficient. De même, si nous avions senti l'expérience comme négative, nous n'y aurons pas consacré six pages !

Pour ce qui est des erreurs, nous vous avons demandé de relire le texte et nous l'avons corrigé en fonction de vos remarques. Reste évidemment notre scepticisme sur vos relations avec le Conseil Général : Silence fonctionne sans subventions mais nombre d'entre nous sont dans d'autres associations avec subventions et nous savons tous ce que cela suppose de négociations.

anciens numéros

- 146 Les Verts. Maison de vigilance de Taverny. Traité Start. Larzac. Délinquance des immigrés. Rhin-Rhône. Vallée d'Aspe. Orcaades.18 F
- 150 Nucléaire : seuil d'exemption ? Karl Morgan. Forbach. Yougoslavie. Aérosols. Vallée d'Aspe. Sexe et politique. Paris-Le Cap. Tibet. Ecologie : idéologie ?18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. Lignes à haute tension. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail.18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Quelle aide au développement ? Appel de Heidelberg18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Télé et violence. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label environnement. Boycott Nike et Nestlé. La "pensée sauvage"18 F
- 162 La prison autrement. Vallée d'Aspe. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. L'argent et le pouvoir comme drogues. Utopie verte20 F
- 164 La décroissance. bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité20 F
- 165 Yougoslavie. Les semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Génération escroquerie. Superphénix20 F
- 166 Moruroa : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tonks. Malville. Vallée d'Aspe. La Banque Mondiale et les citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable20 F
- 167-168 Transports solidaires. Ferroutage. Le voyage d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Vallée d'Aspe. L'arnaque du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cocagne. l'Ecologie ou la mort !32 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Vents : marée basse20 F
- 170 Racisme et environnement. Vallée d'Aspe. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Superphénix. Inondations et aménagement doux. A.Carrel. L'avenir du travail. Changement de système planétaire20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Superphénix. Inondations20 F
- 173 Mir Sada. Ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide étrangère. Superphénix. Vallée d'Aspe20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Réduction ou ouverture20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Atout Vent. Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2)20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3)20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Vallée d'Aspe. Superphénix. L'escroquerie du développement durable20 F
- 178 Comment délégitimer ? Citoyens pour la paix. Conscrition. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestène. Superphénix. Les importations de déchets en France. Jeunes : sous le Mac-do. la galère20 F
- 182 Energies douces au Sud (2). Solaire au Burkina. Expérimentations au Mali. Bioclimatique en Tunisie. Hydraulique au Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La «Ville-monde» face à l'inertie séculaire23 F
- 183 Les centres écologiques. Terre Vivante. Centre pour une écologie sociale. Centre pour l'habitat sain. Superphénix. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail n'est pas qu'une valeur d'échange23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Les autres voix de la planète. Une société qui glisse vers le chaos. Le piège du gouvernement mondial. Une société équilibrée en paix avec la planète. La maison de quartier de Neudorf. Industries énergies renouvelables. Bhopal.23 F
- 185-186 Amiante : responsables mais pas coupables ? Plaintes contre Superphénix. Autoconstruction : les Castors. Le centre international énergies nouvelles de Tarbes. Le travail a-t-il un avenir ? Economie locale. Espère. Capitalisme populaire ou survie conviviale. Remettre le travail à sa place35 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

LES HORS SÉRIE DE L'IMPATIENT

GUIDE PRATIQUE 100 PAGES

VOS DENTS

Tout ce que vous devez savoir

Les caries
Les amalgames
L'orthodontie
Le brossage
Les prothèses
Le déchaussement
Les coûts...

48 F
+ 4,90 F
de port



VOS DENTS Tout ce que vous devez savoir

LA SANTÉ DES FEMMES

De l'adolescence à la ménopause

Contraception
Grossesse
Problèmes gynécologiques
Dépendances
Beauté

48 F
+ 4,90 F
de port



Choisir la variété
Les aliments qui soignent
Le point sur le sel, le cholestérol
Maigrir, découvrez les bonnes méthodes

48 F
+ 4,90 F
de port



CHANGER D'ALIMENTATION
Les clefs de la réussite



Comprendre
Prévenir
Soigner
Adresses, Associations...

48 F
+ 4,90 F
de port

CANCER
Mensonges et réalités

BON DE COMMANDE

Bulletin et règlement à renvoyer à **L'IMPATIENT**, 9 RUE SAULNIER, 75009 PARIS

OUI, JE DÉSIRE RECEVOIR :

- N° 4 CANCER MENSONGES ET RÉALITÉS
 N° 7 CHANGER D'ALIMENTATION

- N° 6 LA SANTÉ DES FEMMES
 N° 8 VOS DENTS

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE